Geschichte

der

Französischen Gerichts-Verfassung

vom Ursprung

der Fränkischen Monarchie

bis zu unseren Zeiten.

Aus den Quellen und besten Schriftstellern dargestellt

von

Johann Paul Brewer,
Professor der Physik zu Düsseldorf.

Dritter Theil.

Düsseldorf,
bei J. H. C. Schreiner.
1837.

A n h a n g,

welcher die Beilagen (von Lit. A — Lit. I), nebst dem Register zum ersten und zweiten Theil enthält.

Beilage Lit. A.

(Zu Theil I. S. 136.)

Auszug aus den „assises de Jérusalem.“

Chapit. II.

Ci dit comment le duc Godefroy establi deux cours seculiers, l'une ci est la haute court de qu'il fu governor êt Justicier, et l'autre ci est la cour des Borges, laquelle est apéllée la court dou visconte.

Le duc Godefroy de Buillon establi deus cours, l'une ci est la haute court de que il fu governor et justicier, et l'autre ci est la court des Borgés en laquele il establi un homme en son leuc a estre governor et Justicier, lequel est appellé visconte et establi à estre juges de la haute court ses homes chevaliers qui lui estoient tenus de foi par l'omage qu'il lui avoient faite et de sa court de la Borgésie Borgois de la dite cité des plus loyaux et des plus sages que en la dite cité fussent, et lor fit jurer de serement que les jures de la court de la Borgesi jurent, lequel est devisé au livre des assises de la court des Borges, et establi que lui et ses homes et lor fiés et les chevaliers fussent menes par la haute court et que toutes Borgesies fussent menees et determinees par la court de la Borgesie, car les plais des Borgesies ne peuvent ne doivent estre plaidies ne jugies qu'en la court de la Borgesie. Es ainsin fu lors establi par comun accort dou seignor et de ses homes et des Borges et enci a de puis esté tenu et maintenu el dit royaume. Et il ne fit mie establir les assi-

ses et usages des deux cours semblans en toutes choses pour ce aux les haus homes et ceaux qui sont tenus au seignor de soi, et le seignor ayant lors fiés et chevaliers ne doivent pas estre enci menés com Borgés, ne Borges, et gens de basse main com chevaliers. Et establi qu'en toutes les cités et en tous les leucs dou royaume, où il auroit justice, y eust visconte et jurés et cort de Borgésie pour le peuble gouverner et maintenir, mener et juger et justicier par les assises et les usages que lors furent establis à tenir et à user en la court des Borges, et il et les autres seignors et roys doudit royaume, Baronies, seignories, cours et coins et justice desquels il lor doivent service de lor cors et de une quantité de chevaliers, et les services que il doivent ains*) que la terre fu perdue, e sera devisée à la fin de cestui livre.

Der Herausgeber (Thaumassière) bemerkt über diese wichtige Urkunde der Vorzeit:

Ces assises furent écrites par l'ordre de Godefroi de Buillon et scellées de son sceau, de ceux du patriarche et du vicomte de Hierusalem. Elles furent appellées les lettres du sépulcre, parcequ'elles etoient gardés en un cofre dans l'église du sepulcre, d'où elles étoient tirées en la présence du roi ou de celui qui ètoit par lui commis, du patriarche ou en son absence du prieur du sepulcre, de deux chanoines et du vicomte, lorqu'il y avoit débat sur quelque article de ces coutumes. Elles avoient été corrigées et augmentées à diverses fois par Godefroi et ses successeurs*); elles furent redigées par écrit et mises en ordre par Jean d'Ibelin comte de Japhe et d'Ascalon seigneur de Baruth et de Pames vers l'an 1250. Il étoit fils de Balian d'Ibelin et d'Eschive de Montbeliard, et il mourut l'an 1266. Elles furent une seconde fois revues le 3. novembre 1369 apres la mort de Pierre de Lusignan roi de Chypre par l'ordonnance de Jean de Lusignan prince d'An-

---

*) „Ains" c'est avant, dit le glossaire.

**) Cela est dit expressément au Chap. III. des assises.

tioche Baillistre de Pierre de Lusignan roi de Chypre son neveu, par seize hommes nommés et choisis en l'assemblée des états du royaume et aprës elles furent mises au trésor de l'église de Nicossie, dans un coffre scellé de quatre sceaux. — Les assises de Jérusalem sont appellées assises, parcéqu'elles furent faites en assise ou assemblée des grands du royaume.

Beilage Lit. B.

(Zu Theil 1. S. 85.)

Philip's des Schönen Verordnung über den gerichtlichen Zweikampf*), gegeben zu Paris i. J. 1306. (Ordon. tom. I. p. 435).

Philippe par la grace de dieu roy de France, A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Scavoir faisons, que comme ença en arriere pour le commun prouffit de nostre Royaume, nous eussions deffendu généralement à tous nos subjets toutes manières de guerres, et tous gaiges de bataille, dont plusieurs malfaicteurs se sont advancez par la force de leurs corps et faux engins, à faire homicides, trahisons et tous autrés malefices, griefs et excés, pour ce que quand ils les avoient faits couvertement et en repost, ils ne pouvoient estre convaincus par tesmoius, dont par ainsy le malefice demeuroit impuni, et ce que nous en avons faict, est pour le commun prouffit et salut de notre royaume: mais pour oster aux mauvais dessus dits toute cause de malfaire, nous avons nostre dessusdite defense attemperée par ainsi; que la où il aperra évidemment homicide, trahison ou autres griefs violences, ou malefices

*) Sie findet sich auch, jedoch mit mehrern bedeutenden Varianten, bei Du-Cange, Glossar. art. Duellum.

excepté larrecin, parquoy peine de mort se deust ensuivir, secretement ou en repos, si que celuy qui l'auroit fait ne peust estre convaincus par tesmoins ou autre maniere suffisante. Nous voulons que en déffaut d'autre poinct, celuy ou ceux, qui par indices, ou presomptions semblables a vérité pour avoir ce fait, soient de tels faits suspicionnez, appellez et citez à gaiges de bataille et souffrons quant à ce cas les gaiges de bataille avoir lieu. Et pource que à celle justice tant seulement nous atrempons nostre deffense dessusdite ès lieux et ès termes, esquels les gaiges de bataille n'avoient lieu devant nostredite deffense, et ce n'estoit mie nostre intention, que cette deffense fust rappellée ne attemperée à nuls cas passez, devant, ne aprez la date de nosdites presentes lettres, desquelles les condempnations et absolutions, ou enquestes soient faites, affin que on les peust juger, absoudre ou condamner ainsi que le cas le requiert et evidemment apparoistra. En tesmoins de ce, nous avons ces lettres fait sceller de nostre grand scel. Donné à Paris le mercredy après la Trinité, l'an de grace mil trois cens et six.

Formulaire des combats à outrance qui fut fait en consequence de cette ordonnance.

Les quatre choses appartenant à gaige de bataille, auparavant qu'il puist estre adjugé.

Premierement, nous voulons et ordonnons, qu'il soit chose notoire, certaine et evidente, que le malefice soit advenu. Et ce signifie l'acte, où il aperra évidemment homicide, trahison, ou autre vray-semblable malefice, par evidente suspicion.

Secondement, que les cas soit tel, que mort naturelle en deust ensuivir, excepté cas de larrecin, auquel gaige de bataille ne chiet point. Et ce signifie la clause, parquoi peine de mort s'en deust ensuivir.

Tiercement, qu'ils nul ne puissent estre punis autrement que par voye de gaige. Et ce signifie la clause en trahison reposte, si que celuy qui l'auroit fait ne se pourroit deffendre que par son corps.

Quartement, que celuy que on veut appeller soit diffamé du fait, par indices, ou présumptions semblables à verité. Et ce signifie la clause des indices.

Comment le deffendeur se vient presenter, devant le juge sans estre adjourné.

En gaige de bataille tout homme qui se dit vray, et sans coulpes est tenu de soy rendre sans adjournement s'il sçait, estre accusé, mais on luy doit donner bon delay pour avoir scs amis, et s'il ne vient sans adjournement, ja pour ce son droict n'est amendry, ne son honneur avancié.

Item voulons et ordonnons, selon le texte de nos dites lettres, que jaçoit ce que en larrecin chiet peine de mort toutes voies il n'y chiet point gage de bataille, si comme il est contenu en la cause de larrecin excepté.

Item voulons et ordenons, que quand on propose aucun cas de gaige de bataille, duquel peine de mort s'en deust ensuivir, excepté larrecin comme dit est, il suffit que l'appellant *) die que l'appellé a fait ou fait faire le cas par lui ou par autre, supposé que l'appellant ne nomme point par qui.

Item, si le cas est supposé en généraux termes, comme de dire, je le dis et veux dire, maintenir et soustenir que tel N. a traistreusement tué, ou fait tüer tel N. Nous voulons et ordonnons, que telle proposition soit non souffisante et indigne d'y repondre, selon le stile de nostre Court de France: mais luy convient dire le lieu ou le malefice a esté fait, le temps et le jour que sera mort la personne, ou que la trahison aura esté faite; toutes voyes en telle condition pourroit estre l'information du malefice, qu'il ne seroit ja besoin de dire l'heure, ne le jour, qui pourroit estre occult de sçavoir.

---

*) Unter Appellant wird hier der Kläger, unter appellé der Verklagte verstanden. So bedeutete: appellare aliquem de quodam crimine Einen wegen eines Verbrechens anklagen.

Item. Voulons et ordonnons, que si le juge ordonne gaige ou combat, contre les coûtumes contenues en nos dites letrès, de tout ce qui sera fait au contraire, pourra estre appellé.

Item. Voulous et ordenons que se l'une des parties se departoit de nostre Court, aprés les gaiges jettez et reçêus, sans nostre congié; iceluy departant ainsi, voulons et ordennons qu'il soit tenu et prononcié convaincu.

Item. Voulons et ordonons, que le demandeur ou appellant doive dire, ou faire dire par un Advocat son propos devant nous, ou son juge competant, contre sa partie adverse, luy present: et se doivent garder de dire chose ou il chée vilennie qui ne serve à sa querelle seulement et doit conclure et requerir que si l'appellé ou deffendant confesse choses par luy proposées estre vrayes, qu'il soit condamné avoir forfait et confisqué corps et biens à nous ou estre puni de telle peine, comme droit coustume et la matiere le requierent, et se ledit appellé ou deffendant le nie, adonc le dit appellant doit dire, qu'il ne pourroit prouver par témoius, ne autrement, que par son corps, contre le sien, ou par son advoué en champ clos, comme gentilhomme et preudhomme doit faire, en ma présence, comme Juge et Prince souverain. Et alors doit jetter son gaige de bataille, et puis faire sa retenue de conseil, d'armes de chevaux, et de toutes autres choses necessaires et convenables à gaige de bataille, et que en tel cas selon la noblesse et condition de lui appartient, avec toutes les protestations, qui s'ensuivent. Lesquelles protestations voulons et ordonnons qu'elles soient registrées pour scavoir, s'il y aura gaige, ou non en disant:

Item. Et premier dira, Tres-excellent et tres-puissant Prince, et nostre souverain Seigneur, ou s'il n'est ou sont du royaume de France, au lieu de dire Souverain Seigneur, diront, nostre juge competant, pour donner plus brieve fin aux choses, que j'ai dites, je proteste et retiens, que par leale exoine de mon corps, je puisse avoir un gentilhomme pour celuy jour mon advoué, qui en ma présence, si je puis, ou en mon absence, à l'aide de dieu et de nostre-

dame fera son loyal devoir, à mes perils, cousts et despens comme raison est, toutes fois et qantes fois qu'il vous plaira. Et semblablement de conseil d'armes et de chevaux, comme pour ma propre personne, et ainsi comme en tel cas appartient.

Item voulons et ordonnons, que le defendeur, s'il voudra, sur ses perilz, dire au contraire, et requerir que les injures dites par l'appellant soient amendées, de telle amende et peine, qu'il devroit porter s'il avoit fait les choses dessusdites, et que l'appellant, sauve l'honneur de nostre maistre, ou de son juge competant, a faulsement et mauvaisement menti; et comme faulx et mauvais qu'il est de dire ce qu'il dit et s'en deffendra ledit deffendeur à l'aide de dieu et de nostre-dame, par son corps, ou par son advoué cessant toute leale exoine, s'il est dit et jugé que gaige de bataille y soit au lieu, jour et place que par le Roy comme leur souverain juge sera dit et ordonné. Et lors doit lever et prendre le gaige de terre, et puis faire ses protestations dessusdites, et requerir son advoué en cas de leale exoine, demander et faire retenue de conseil, d'armes et de chevaux et de toutes autres choses necessaires et convenables au gaige de bataille, selon la noblesse et condition de luy, et le surplus ainsi que dit est, lesquelles paroles et deffenses voulons et ordonnons, que soint semblablement escrites et registrées pour sçavoir, s'il y aura gaige ou non, et pour l'amender l'un envers l'autre selon que justice le requerra. Et pour ce chacun d'eux jurera et prometra et se obligera de comparoir aux jours heure et place à iceux assignez, tant à la journée, à sçavoir, se gaige y sera, comme à celle de la bataille, se bataille y chiet, selon l'information et le propos [de leur prouz. Du-Cange] lequel sera bien veu et sainement regardé par nobles et preudhommes, Clers, Chevaliers, et Escuyers, sans faveur de nully, lequel gaige ou non, sera devant eux adjugé au jour et place comme dit est [par nous on par leurs juges ordonné. Du-Cange] sur la peine d'estre reputé comme recreant ou convaincu, celuy a qui la faute sera.

Et outre voulons et ordonnons, qu'ils soient arrestez, se ils ne donnent bons et suffisians gaiges de non partir sans nostre congié, et licence.

[*) *Comment l'une des parties se part sans congé, et est pris de par le Roy.*

Aussy voulons et ordonnons, que se aucune des parties se departoit de nostre cour, aprés les gaiges jettez et receus, sans nostre congié, iceluy partant voulons et ordondonnons qui soit tenu et prononcé pour recreant et convaincu, et faite la justice que le cas requiert retenu nostre volonté.]

Et pource qu'il est de coûtume que l'appellant et le deffendant entrent au champ, portans avec eux toutes les armes desquelles ils entendent offendre l'un l'autre, et eux deffendre, partant de leurs hostils à cheval, eux et leurs chevaux, houssez et teniclez avec paremens de leurs armes, les visieres baissées, les escus au col, les glaives au poing, les espées et dagues chaintes, et en tous estats et manieres qu'ils entendront eux combattre, soit, à pied ou à cheval. Car ce ils faisoient porter leurs dites armes par aucuns autres, et portassent leurs visieres levees sans nostre congié, ou de leur juge, ce leur porteroit telle prejudice, qu'ils seroient contraints de combattre en tel estat qu'ils sernient entrez au champ, selon la coustume de present. et du droit d'armes. Et parce que cette coütume nous semble pour le combateur aucunement ennuyeuse: par nos dites lettres et chapitres, de present voulons et ordonnons, que lesdits combatteurs puissent partir aux heures assignées montez et armez, comme dit est, entrans au champs, les visieres levées, faisant porter devant eux leurs escus, leurs glaives, et toutes les autres armures raisonnables de combattre en tel cas. Et tant plus pour donner à connoissance qu'ils sont Chrestiens, partant de leurs hostels se seigneront

---

*) Die hier in Klammern gesetzte Stelle von Comment bis nostre volonté findet sich nicht in dem Text der Ordon., so wie Lauriere ihn gibt.

de leurs mains droites et porteront le crucifix ou bannieres, ou seront portraits nostre Seigneur, nostre-Dame, ou les Anges, ou Saints et Saintes, ou ils auront leurs devotions, desquelles enseignes ou bannieres se seigneront toûjours, jusques a cè que ils soient descendus dedans leurs pavillons et tentes.

Item. Et par les anciennes Coûtumes de nostre Royaume de France, l'appellant se doit presenter au champ premier et devant l'heure de mydi, et le deffendant devant l'heure de none, et quiconque deffaut de l'heure, il est tenu et jugié pour convaincu, se la grace et mercy du juge ne s'y estend, lesquelles constitutions, nous voulons et approuvons qu'elles tiennent et vallent : Neantmoins pour aucunes bonnes raisons à ce nous mouvans lesdites ordonnances atrempons et consentons, que nous ou le juge puissions avanchier, ou tarder le jour ou l'heure, selon la disposition du temps, ainsi qu'à tous juges plaira, et les prendre à nos mains pour les accorder, et ordonner à l'honneur et bien de tous deux qui pourra, ou pour donner autre jour et heure, tant avant la bataille commenchiée, comme en combattant, pour parfaire leur bataille, et en les remettant au mesme et semblable point et party, comme l'on les aura prins, sans ce que nul d'eux se puist jamais excuser, complaindre, deffendre, ne protester contre leurs juges competans.

S'ensuit le premier de trois cris et les cinq deffenses, que le roy d'armes ou herault doit faire à tous gaiges de bataille.

Premierement, ledit roy d'armes ou herault doit venir à cheval à la porte des lices, et la doit une fois crier que l'appellé viegne, et quand l'appellant et l'appellé ou deffendant seront entrez et auront fait au juge leurs protestations et seront descendus en leurs pavillons. Et tiercement quand ils seront retournez de faire leurs derniers seremens les Rois et herauts d'armes par la maniere qui s'ensuit crieront à haute voix, or oez ; or oez ; Seigneurs Chevaliers, Escuyers, et toutes manieres de gens, que nostre Souverain Seigneur par la grace de Dieu Roy de France, vous commande et defende, sur peine de perdre corps et avoir, que nul ne

soit armé ne porte espées, ne autres harnois quelconques, se ce ne sont les gardes du champ, et ceux qui de par ledit Roy nostre Sire, [ou le juge] en auront congié.

Ainçois le Roy nostre souverain Seigneur vous defend et commande que nul de quelque condition qu'il soit, durant la bataille, ne soit à cheval, et ce aux gentils hommes sur peine de perdre le cheval, et aux serviteurs et roturieurs de perdre l'oreille: et ceux qui convoyeront les combatans, eux descendus devant la porte du champ, seront tenus de incontinent renvoyer leurs chevaux sur la peine que dit est: Ainçois le Roy nostre Sire, [ou le juge] vous commande et deffend, que nulle personne de quelque condition qu'il soit, ne entre au champ, sinon ceux qui seront deputez, ne ne soient sur les lices sur peine de perdre corps et biens; Ainçois le Roy nostre Sire [ou le juge] vous commande et deffend à toutes personnes de quelconques conditions qu'il soïent, qu'ils se assient sur banc, ou sur terre, afin que chacun puisse voir les parties combatre, et ce sur peine du poing. Ainçois le Roy nostre Sire vous commande et deffend que nul ne parle, ne signe, ne tousse, ne crache, ne crie, ne fasse aucun semblant, quelqu'il soit sur peine de perdre corps et avoir.

[*Autre ordonnance du Roy, comment les deux combatans doivent entrer en lisses.*

Encores et jaçoit, que par les anciennes coustumes de nostre Royaume, l'appellant doit estre au champ avant l'heure à dix heures, et le deffendant avant l'heure de midy, et quiconques deffaut de l'heure, il est tenu et jugé pour convaincu, se nostre mercy ou de juge s'y entend, lesquelles coustumes nous vonlons et approuvons, que d'oresnavant se contiennent et vaillent. Neantmoins pour aucunes bonnes raisons à ce nous esmouvoir, lesdites ordonnances attemperons, et consentons, que nous ou leur juge puisse advancer ou tarder de jours et de heures, selon les dispositions du temps, ainsi que à nous et à tous juges plaira, et les prendre en nos mains pour les accorder, et ordonner à l'honneur et bien de tous deux qui pourra, et

ou pour donner autre jonr et heure, tant avant la bataille commencee come en combatant pour parfaire leur bataille se le jour ne souffisoit, et en les remettant aux mêmes et semblables poincts, et party comme les avions prins: sans ce que nul ne s'en puisse jamais excuser, complaindre, defendre ne protester contre nos ordonnances, comme nous leurs juges competens.] *)

S'ensuivent les requestes et protestations que les deux Champions doivent faire à l'entrée du champ.

Les protestations que les deux Champious doivent faire à l'entrée du champ sur la porte des lices au Connestable que le Roy y a commis, et aux Marechaux ou Mareschal du champ, qui là se trouvera, ausquels l'appellant dira ou fera dire par son advocat les paroles qui s'ensuivent, qui est pour plusieurs raisons le meilleur; et puis celles qu'il dira, ou fera dire semblablement au juge, quand il sera tout à cheval entré dedans, et premierement celle de l'heure du champ: Nostre tres-honoré Seigneur Monseigneur le Connestable ou le Mareschal du champ, je suis tel N de, ou voicy tel N. lequel, par devant vous comme celuy qui à cy (a) esté ordonné par nostre Sire lè Roy, se vient presenter armé et monté comme gentilhomme, qui doit entrer en champ, pour combatre contre tel N., sur telle querelle comme faulx, mauvais, traistre, meurtrier, qu'il est, et de ce il prend nostre Seigneur, nostre Dame et Monsieur Saint George le bon Chevalier à tesmoing à cette journée, à nous par le Roy nostre souverain Seigneur assignée, et pour ce faire et accomplir s'est venu presenter pour faire son vray devoir, et vous requiers, que luy livriez et departiéz sa portion du champ, du vent, et du soleil, et de tout ce qui luy est necessaire, proufitable et convenable en tel cas. Et ce fait il fera son devoir à l'aide de Dieu, de Nostre-Dame, et de Monsieur Saint

*) Das Eingeklammerte von „autre ordonnance" bis „juges competens" fehlt in dem Text von Lauriere. Man sehe indessen S. XI. von Zeile 7 an.

George le bon Chevaliar, comme dit est. Et proteste qu'il puis se combattre à cheval et à pied, ainsi comme mieux luy semblera, et de soy armer ou desarmer de ses armes et porter telles qu'il voudra, tant pour offendre, que pour deffendre à son plaisir, avant combattre, ou en combattant se Dieu luy donne loisir de ce faire. Item que se tel N. adversaire portoit autres armures en champ, qu'il ne devroit par la Coutume de France, que icelles luy seroient ostés et qui en leur lieu n'en eust nulles autres, ne puist avoir.

Item. Se son ennemy avoit armes par mauvais arts forgées, comme par briefs, charmes, sors, ou invocations des ennemis, parquoy il fust veu et conneu manifestement que son bon droit luy fust empeschié, avant la bataille, ou en combatant, ou aprés que son bon droit, peust estre moindre ains soit le faux et mauvais pugny comme ennemy de Dieu, traître et meurtrier, selon la condition du cas, et doit requerir que sur ce îl doive specialement jurer.

Item doit requerir et protester que se le de plaisir de Dieu ne fust que au Soleil couchant il n'eust deconfit, et oultré son ennemy (laquelle chose il entend à faire se Dieu plaist) neantmoins peult requerir qu'il luy soit donné du jour, autant comme il en seroit passé, en faisant les ceremonies, selon les droits et anciennes Coustumes, ou autrement peut protester, s'il n'a l'espace d'un jour tout du long, lequel nous luy devons consentir et octroyer.

Item. Et que se tel N. son adversaire ne soit venu dedans l'heure dite de par le Roy nostre Sire, qu'il ne soit plus reçû: mais soit tenu pour reprouvé et convaincu, laquelle requeste est et sera à nostre liberté, neantmoings que s'il tardait sans nostre volonté qu'il soit fait comme dit est.

Item doit demander, et tres expressement protester, de porter avec luy, pain, vin et autre viande pour mangier et boire l'espace d'un jour, se besoin luy estoit, et toutes autres choses à luy convenables et necessaires en tel cas, tant pour luy que pour son cheval, desquelles protestations et requestes, tant en general qu'en especial, il doit demander

acte et instrument, lesquelles protestations et requestes voulons et ordonnons que l'appellant et deffendant puissent egalement et semblablement faire. Et par la forme que dit est, voulons et ordonnons, qu'ils puissent combatre à cheval ou à piéd, armez chacun à sa volonté, de tous bastons et harnois, excepté le mauvais engin, charmes, charrois et invocations d'ennemis, et toutes autres semblables choses deffendues, selon Dieu et Ste Eglise à tous bons Chrestiens.

Comment les Eschafaux, et les lices du champ doivent estre le siege de la Croix et du Te igitur, avec les Pavillons des Champions.

Item voulons et ordonnons que toutes lices de gaige de bataille ayent six vingt pas de tour, c'ést à sçavoir, quarante pas de large, et quatre-vingt de long, lesquelles tous juges seront tenus de faire, et les retenir pour les autres s'il en venoit.

Item voulons et ordonnons, que le siege et pavillon de l'appellant quel qu'il soit, sera à nostre main dextre, ou de son juge, et celuy du deffendant sera à la senestre.

Item, quand chacun aura dit, ou fait dire par son Avocat les choses dessusdites, avant qu'ils entrent ou champ, doivent baisser leurs visieres, et y entrer leurs visieres baissées, faisant le signe de la Croix, tout ainsi que dit est. Et en celuy estat doivent venir devant l'echaffaut, ou leur juge sera, qui leur fera lever leurs visieres. Et se le Roy estoit present ils doivent dire: Tres excellent et tres puissant Prince, et nostre Souverain Seigneur, je suis tel N. qui à votre presence, comme à nostre droiturier juge competant, suis venu à jour et l'heure par vous à moy assignée, pour faire mon devoir contre tel N. à cause du meurtre ou trahison qu'il a fait, et de ce j'en prend Dieu de mon costé, qui me sera aujourd'hui en aide: et quand il aura dit, au plus prés qu'il pourra par ses Conseillers, luy sera baillé un ecrit qui contiendra, les paroles dessusdites, lesquelles de sa propre main il baillera au Marechal du Champ qui les recevra, et de ce fait nous luy donnerons

congié d'aller descendre en son pavillon. Et se ainsi estoit que les paroles dessusdites escrites, il ne sceust dire, voulons et ordonnons, qu'elles puissent estre dites par un Advocat.

Item, aprés tout ce le Roy d'armes, ou Heraut doit monter sur la porte des lices et illec doit faire son second cry et les cinq deffenses par la forme et maniere que dit est.

S'ensuivent les trois sermens, que doivent faire ceux qui sont tenus combattre au Champ par gaige de bataille.

Premierement vient l'appellant la visiere hauchée, tout à pied, partant de son pavillon avec ses gardes et conseil, armé de toutes ses armes comme il est dit dessus et quand il sera dessous l'echafaut ou le juge est, il se mettra à genoux devant un siege richement paré, le mieux qu'on pourra, et la fera la figure ou scaura, ou sera la figure de nostre redempteur Jesus Christ en Croix, couchié dessus un *Te igitur*, et à sa dextre sera un Prestre, ou Religieux, qui luy dira par la maniere qui ensuit: Sire Chevalier, Escuyer ou seigneur de tel lieu N. qui estes ici appellant, veez ici la remembrance de nostre Seigneur et Redempteur Jesus-Christ, laquelle est tres vraye, qui voulut livrer son tres precieux corps à mort pour nous sauver. Or luy requerez mercy, et priez le, que à ce jour, vous veuille aider, se bon droit avez; car il est le souverain juge: souviegné vous des sermens que vous ferez, ou autrement vostre ame, vostre honneur, et vous estes en peril. Alors ces paroles finies le Mareschal prend l'appellant par ses deux mains à tout [ostées] les gantelets, et met la droite sur celle Croix, et la Senestre sur le *Te igitur*, et puis luy dit. Vous tel N. dictes comme moy, et il le dit, s'il a bon droit, ou, s'il se veut parjurer. Et lors le Mareschal dit, je tel N. appellant jure sur la remembrance de la Passion de nostre benoist Sauveur et Redempteur Jesus Christ, et sur les Saints Evangiles qui ici sont, et la foy de vray Chrestien. et du Saint Baptesme que je tiens de Dieu, que j'ay certainement juste et bonne querelle, et

bon droit d'avoir en ce gaige de bataille appellé tel N. comme faux et mauvais traistre, meurtier, où dire selon le cas qu'il veut soustenir, qu'il est, lequel a tres fausse et mauvaise querelle de soy en deffendre, et ce luy montreray aujourd'huy par mon corps, contre le sien, à l'aide de Dieu, de Nostre-Dame, et de Monsieur Saint George le bon Chevalier, lequel serment fait, ledit appellant livre [leve], et se retourne à son pavillon, avec ceux qui l'ont conduit.

Item, aprés ce, les Gardes vont au pavillon du deffendant, lequel ils menent, pour faire le serment, à la susdite forme, avec les Conseillers, arme de tous les armes, et le surplus comme dit est.

Item. Et quand le Prestre l'a bien admonesté, le Mareschal aprés tout ce, prent ses deux mains à tout les gantelets, et les met ainsi qu'il a fait celles de l'appellant, et puis luy dit, je tel N. en deffendant jure sur cette remembrance de la Passion de Nostre Seigneur Jesus-Christ, et sur les Saints Evangiles qui cy sont, et sur le foy de vray Chrestien, et du saint Baptesme que je tiens de Dieu, que j'ay, et cuide avoir fermement, bonne, juste et sainte querelle, et bon droit de moy deffendre par gaige de bataille contre tel N., qui faulsement, et mauvaisement m'a accusé comme faux et mauvais qu'il est, de moy avoir appellé et de ce luy montreray aujourd'huy par mon corps, contre le sien, à l'aide de Dieu, de Nostre-Dame, et de Monsieur Saint George le bon Chevalier. Ledit serment fait, ledit deffendant se lieve et s'en retourne à son pavillon, comme (a) fait l'appellant.

Item au second serment, viendront les deux parties, l'un après l'autre, semblablement comme dessus, et pour abregier, jureront comme dessus il a esté devisé.

Item, au tiers serment les gardes se departiront autant de l'un costé comme de l'autre, et viendront querir aux deux parties, et les meneront accompagnées de leurs Conseillers, ainsi comme dit est, lesquels viendront pas à pas, de part à part, et quand ils seront agenouillez devant la

Croix, et le *Te igitur*, le Mareschal prendra leurs mains droite et leur ostera leurs gantelets lesquels il mettra sur la Croix. Alors doit estre le Prestre present, pour leur ramentevoir la vraye Passion de nostre Seigneur Jesus-Christ, la perdition de celuy qui aura tort, en ame et en corps, aux grands sermens qu'ils ont faits, et seront jugez par la sentence de Dieu, qui est de aider à bon droict; les confortant de se mettre plustost à la mercy du Prince que à la mercy, ou justice de Dieu, et pouvoir de l'ennemy.

Nous ordonnons que ce serment soit le dernier des trois, pour la mortelle haine qui est entre eux, especialment quand ils se entreverront, et se entretiendront par les mains, adonc le Mareschal leur demande, et premier à l'appellant, vous tel N. comme l appellant, voulez-vous jurer; et s'il se repent, et fait conscience comme Chrestien, nous le recevons à nostre mercy, ou de son juge, avant qu'il ait combatu pour luy donner pénitence, ou autrement ordonner à nostre bon plaisir. Dont se ainsi est, nous ordonnons qu'ils soient menez en leurs pavillons, et de là ne partent jusques à nostre commandement, ou du juge devant qui ils soient venus. Et s'il veut jurer et dire qu'ouy alors le Mareschal demandera semblablement au deffendant, et puis retournera à l'appellant, et dira qu'il die comme luy. Je tel N. appellant, jure sur cette vraye figure de la Passion de nostre vraye Redempteur Jesus Christ, sur cestes Evangiles, qui cy sont, sur la foy de Baptesme comme Chrestien, que je tiens de Dieu, sur les tres souveraines joyes du Paradis, ausquelles je renonce pour les trois angoissantes peines d'enfer, sur mon ame, sur ma vie, et sur mon honneur, que j'ay bonne, sainte et juste querelle a combattre celuy faux et mauvais, traistre, meurtrier, parjeure, et menteur tel N. que je vois cy present devant moy, et de ce j'en appelle Dieu mon vray juge, nostre-Dame, et Monsieur Saint George le bon Chevalier a tesmoins, et pour ce leaument faire par les sermens qne j'ay faits, je n'ay, ne entends porter sur moy ne sur mon cheval, paroles, pierres, herbes, charmes,

charrois *), conjuremens, ne invocations d'ennemis, ne nulles autres choses, ou j'aye esperance d'avoir aide, ne à luy nuire, ne ay recours, fors que en Dieu, en mon bon droit, par mon corps, et mon cheval, et par mes armes; et sur ce je baise cette vraye Croix, et les Saints Evangiles et me taiz. Après les sermens faits ledit Mareschal se trait vers le deffendant, et pour abregier, l'un et l'autre, dient ainsi, comme dit est. Et quand le deffendant a sur ses perils baise la Croix, et le *Te igitur* pour plus clarifier droit à celuy qui l'a, le Mareschal les prend par les mains droites, et les fait entretenir. Lors il dit à l'appellant qu'il die après luy, en parlant à son ennemy. O! tu tel N. que je tiens par la main droite, par les sermens que j'ay faits, la cause, pourquoy je t'appelle est vraye, et ay bonne cause de toy appeller, et à ce jour t'en combattray, tu as mauvaise cause, et nulles raisons de toy en combatre et deffendre contre moy; et tu le sçays, [bien] dont j'en appelle Dieu, nostre-Dame, et Monsieur Saint George le bon Chevalier à tesmoin, comme faux, traistre, meurtrier, et foi mentie. Après ce le Mareschal dit au deffendeur qu'il die comme luy en parlant à l'appellant: O! tu tel N. que tiens par la main droite, par les sermens, que j'ay faits, à cause que tu m'appellé faux et mauvais **) parquoy j'ay bonne et legale cause de m'en deffendre, et combattre contre moy, comme tu le sçais ***) dont de ce j'en appelle Dieu, et Monsieur saint George le bon Chevalier à tesmoins, comme faux et mauvais que tu es. Et aprés tous les sermens faits et paroles dites, ils doivent rebaiser le Crucifix, et puis chacun ensemble per à per se lever, et leur retourner en leurs pavillons pour faire leur devoir: et le prestre prend alors sa Croix, son *Te igitur*, et le siege surquoy ils estoient et boute hors, et s'en va.

---

*) Charrois (lat. caraula, carauda, v. coraula, vid. Du-Cange) espece de sortilege, billet ecrit en caracteres magiques.

**) „La cause. pourquoy tu m'as appellé, est fausse et mauvaise.“ Du-Cange.

***) „Et tu le sçais bien.“ id.

Le dernier des trois cris, que le Roy d'armes ou heraut, doit crier à haute voix au milieu des lices.

Or après ce que le Roy d'armes aura crié, et que chascun sera assis, et ordonné sans dire mot, et que les parties seront toutes prestes, et en point de faire leur devoir. Alors par le commandement du Mareschal viendra le Roy d'armes ou herault au milieu de lices, par trois fois crier, faites vos devoirs, faites vos devoirs, faites vos devoirs; Et apres cès paroles les deux champions souldront de leurs pavillons sur les escabaux, qui seront là tous prests, et leurs bâtons à l'entour de eux, de quoy ils se doivent ayder, environnez de leurs Conseillers. Adonc subitement leurs pavillons seront par dessus les lices jettez hors.

Et quand tout sera en point lors, le Mareschal partant, en criant par trois fois, laissez-les aller, laissez-les aller, laissez-les aller, et ces paroles dites, jette le gand, et alors qui veut se monte prestement à cheval et qui né veut en gaige de querelle *), soit à son bon plaisir. Alors les Conseillers sans plus attendre s'en partent, et laissent la à chacun sa bouteillette pleine de vin et un pain, lié en une toüaillette, et fasse chacun le mieux qu'il pourra.

Par quantes manieres le gaige de bataille est dit oultre.

Item. Voulons et ordonnons que gaige de bataille ne soit point oultré, fors par deux manieres, c'est à sçavoir, quand l'une des parties confesse sa coulpe, et est rendn: et l'autre qui est la seconde, quand l'un met l'autre hors des lices vief ou mort, dont mort ou vif comme sera le corps, il sera du juge, livré au Mareschal, pour de luy faire justice, tout à nostre bon plaisir.

Et lors s'il est vif, ordonnons qu'il soit en estant levé, et par les Roys d'armes et herauts desarmé, et les esquillettes couppées, et tout son harnois, ça et là par les lices jettez, et puis à terre couchié, et s'il est mort soit ainsi desarmé, et laissé jusques à nostre ordonnance, qui sera

*) Wahrscheinlich soll es heißen „engage la querelle [à pied]."

de pardonner, ou d'en faire justice, tout ainsi que bon nous semblera : mais les pleiges seront arrestez jusques à la satisfaction de partie, et le surplus de ses biens à son Prince confisquez.

Item. Voulons et ordonnons, que le vainqueur se parte des lices honorablement à cheval, par la forme qu'il y est entré, s'il n'a essoine de son corps, portant le baston duquel il aura deconfict son adversaire en sa dextre main et lui seront ses pleiges et hostaiges délivrez. Et que de cette querelle pour quelque information du contraire, il ne soit tenu d'y respondre ne nuls juges ne l'en puissent plus contraindre, s'il ne veult. Quia transivit in rem judicatam et judicatum inviolabiliter observari debet etc.

Item. Voulons et ordonnons, que le cheval, comme dit est, du vaincu, et generalement toutes (les) autres choses que le vaincu aura apporté au champ, soient et appartiennent de droit au Connestable, Mareschaux ou Mareschal du champ, qni pour ce jour en auront eû la charge ou la garde.

Conclusion.

Or faisons à Dieu priere qu'il garde le droit à qui l'ha, et que chacun bon Chrestien se garde d'encherir en tel peril, car entre tous les perils qui sont, c'est celuy que l'on doit plus craindre et redouter. dont maint noble, s'en est trouvé deçeu ayant bon droit, ou non, par trop se confier en leurs engins, et en leurs forces ou aveuglez par ire et outrecuidance: et aucunes fois pour la honte du monde, donnent, ou refusent paix, ou convenables partis, dont maintes fois ont depuis porté de vieux pechez nouvelles penitences, en meprisant et non chalant le jugement de Dieu. Mais qui se plaint, et jusice ne trouve, la doit-il de Dieu requerir: Que si pour interest sans orgueil et mal-talent pour son bon droit, il requierre bataille, ja ne doit redouter engin, ne force. Car Dieu nostre Seigneur Jesus-Christ, le vray juge sera pour luy.

Beilage Lit. C.

(Zu Theil II. S. 598 ***)

Ueber die Behandlung der Lombarden in Frankreich.

Die Lombarden (Lombardi, Ytalici, ultramontani, Lombards, Ytaliens, oultremontains), welche im Mittelalter sich mit den Juden in den ganzen innern- oder Landhandel theilten, hatten mit ihnen auch dasselbe Schicksal, von den Fürsten abwechselnd angezogen, geplündert, vertrieben, und (meistens gegen Geld) wieder zurückgerufen zu werden. Der Grund oder Vorwand, womit man diese harten Maßregeln entschuldigte, war der entsetzliche Wucher, den sie sich erlaubten. Schon Ludwig der H. erließ im Januar 1268 (Ordon. tom. I. p. 96) an alle Amtmänner einen von seinem Sohn Philip d. Kühnen i. J. 1274 (ibid. p. 298, 299) wiederholten Befehl, daß alle Longobarden und aus Cahors gebürtige, welche Wucher trieben, in drei Monaten das Land räumen sollten (Lombardi et Caorcini ac etiam quam plures alii alienigene usurarii in regno nostro publice super pignoribus mutuatis ad usuram, habentes ad hoc domos et mansiones specialiter deputatas. Einige glauben, unter Caorcini werde eine besondere Familie verstanden). Wer ihnen das geliehene Kapital wiedergäbe, sollte von den Zinsen frei seyn. Diejenigen Kaufleute aus der Lombardei hingegen, welche sich nicht mit Wucher befaßten, sollten frei und ruhig handeln dürfen. Im Jahr 1295 hatte Philip der Schöne zwei dieser Lombarden zu Banquiers. Sein Schreiben (gegeb. am Fest aller Heil. 1295, Ordon. tom. I. p. 326), worin von denselben (Bichio et Moncheto Guidy fratribus dilectis, valletis et receptoribus nostris) Erwähnung geschieht, erlaubt den Kaufleuten aus der Lombardei in allen Städten und Orten, die in ihrem Bürgerbrief angegeben waren, (in villis et locis in literis suarum burgesiarum contentis) frei von allen Steuern und Lasten zu handeln, wogegen sie dem König für jeden Livre,

den sie umschlugen, eine gewisse Abgabe (denarium, obolam et pogesiam sive pictam bezahlten, wie dieses auch die Kaufleute auf den Messen der Champagne zu thun pflegten.

Nach Art. 9 der Verordnung, welche Carl der Vierte im Mai 1327 über die Messen von Champagne und Brie erließ, (Ordon. tom. l. p. 800) sollte jeder Italiäner, Ultramontaner und Ausländer, welcher Geld auslieh (presteurs ou casenier), an dem Meßort wohnen oder innerhalb drei Monaten nach Verkündigung dieser Verordnung das Land räumen. Philip von Valois griff die Sache noch gründlicher an. Durch seine Verordnung vom 28ten December 1347, die sein Sohn Johan der Zweite im April 1350 bestätigte (Ordon. tom. II. p. 418, 419), bestimmte er, daß um dem übertriebenen Wucher der Lombarden und Italiäner ein Ende zu machen, jeder Schuldner derselben durch Abtragung des Kapitals von den Zinsen völlig frei seyn; daß dieses Kapital aber nicht an die Gläubiger, sondern an den Königlichen Schatz bezahlt, und daß endlich über den Betrag der Schuld dem Eid des Schuldners Glauben beigemessen werden sollte. Diese Verordnung sollte allenthalben verkündigt, und jedem verboten werden, sich mit seinem Gläubiger abzufinden, sondern jeder sollte der Obrigkeit den Betrag seiner Schulden angeben. Schon im Jahr 1340 hatte derselbe König einen ähnlichen Befehl, doch nur in Beziehung auf die außerhalb Frankreichs an der Gränze wohnenden Italiäner und Juden, welche gegen die Königlichen Befehle mit den französischen Prälaten wucherische Contracte abschlossen, erlassen. Um die Schulden kennen zu lernen, war darin eine entsetzliche Maßregeln vorgeschrieben. Dem Amtmann von Beaucaire wird darin befohlen: Faites aussi crier, que tous tabellions èt autres, qui obligations, lettres ou instrumens en auront reçus (Ordon. tom. II. p. 143), vous baillent, par ecrit en substance tels contraux, et que il ne le baillent ne rendent ausdit credeteurs, et les contraignes à vous montrer leurs protocolles par voies deües etc." In der Sammlung der Ordonnanzen finden sich mehrere Quittungen, welche die Königl. Empfänger über das von den Schuldnern der Lombarden ihnen bezahlte Geld ausgestellt haben, so wie auch Urtheile, wodurch diese Schuldner von allen weitern Ansprüchen, welche die Lom-

arden an sie machen könnten, frei erklärt werden (Ordon. tom. II. p. 419, 441). Die Lombarden mögen es allerdings arg gemacht haben. (L. c. p. 419) wird in einem Urtheil angeführt, daß ein Ritter (Wilh. v. Rabeurre) an zwei Lombarden (Courauſt und Senos) eine Summe v. 750 Florin verschrieben hätte, der auf die Evangelien geschworen hätte, denselben nur sechzig Florin (florins à l'escu) schuldig zu seyn. Besonders waren vier Gesellschaften (societates Scaramporum, Angoissolorum ac Faletorum, et Thomas le Bourguignon) berüchtigt, die man zuweilen (Ordon. tom. III. p. 224 art. 7) auch nur die quatre compagnies nannte. Philip von Valois (Ordon. tom. II. p. 523) hatte dieselben nebst allen Italiänern (ac omnes alios forenses, tam societates quam singulares personas Lombardorum, Ytalicorum, Ultramontanorum et aliorum quorumcunque usurariorum) bei dem Parlament verklagen lassen, nachdem er vorher alle ihre beweglichen und unbeweglichen Güter nebst ihren Forderungen und den bei ihnen niedergelegten Pfändern mit Beschlag zu belegen befohlen hatte. Das Parlament erklärte sie auch durch ein Urtheil vom 6ten December 1347 für Wucherer, und alle ihre Güter als dem König verfallen. Selbst das Vermögen derjenigen, deren Prozesse noch schwebten, sollte diesem Urtheil gemäß bis zur Entscheidung derselben im Sequester bleiben. Nun drängte sich bald eine Classe von Menschen, noch schändlicher als jene Wucherer heran, welche entweder durch Königliche Schenkungen oder auf andere Weise Ansprüche auf diese eingezogenen Güter zu haben behaupteten, und sie auch hin und wieder ausgeliefert erhielten; so daß der König Johan sich genöthigt sah, gegen dieses Unwesen i. J. 1316 (Ordon. tom. III p. 523) eine besondere Verordnung zu erlassen. Noch ein anderer, für die Schuldner dieser Lombarden äußerst drückender Unterschleif entstand durch folgenden Umstand. Alle activen Forderuugen der Lombarden, wovon die Kapitalsumme, so wie so eben erinnert worden, an den Königl. Schatz bezahlt werden mußte, waren (Ordon. tom. III. p. 30 art. 17) der Königin Blanca, Gemahlin Philips von Valois geschenkt worden. Diese ließ nun alle solche Forderungen, mit Gewalt eintreiben. Es waren zur Schlichtung der Streitigkeiten zwischen den Wu

cherern und ihren Schuldnern besondere Commissarien ernannt worden. Diese, welche eigentlich zum Schutz der Schuldner bestellt waren, übten später die ärgsten Quälereien gegen sie aus, beschieden sie an entfernte Orte, um sich dort zu verantworten u. dgl. König Johann hob endlich durch eine Verordnung v. 20ten und 21ten October 1363 Art. 2 (Ordon. tom. III. p 641, 642) diese Commissaire auf, und bestimmte, daß die Schuldner der Lombarden auf immer von allen Forderungen, die von irgend Jemand an sie gemacht werden könnten, frei seyn sollten.

Die so sehr gedrückten und mißhandelten Lombarden behaupteten sich dennoch, und wußten wenigstens sich bald den Rückweg ins Reich zu öffnen. Dieses beweist eine Verordnung, die Carl der fünfte den 10ten Juni 1368 (Ordon. tom. VII. p. 709) über die sogenannte Lombarden-Büchse (boête aux Lombards, Pisseda Lombardorum) erließ. Dieses war eine Abgabe, welche die Lombarden entrichten mußten. Nach Art. 2 sollten, wenn einige Lombarden behaupteten, von dieser Abgabe frei zu seyn, die Urkunden uud Titel, welche sie darüber hätten, in der Oberrechenkammer untersucht werden. Man findet überdem in der Sammlung der Ordon. du Louv. eine Menge Königl. Schreiben, welche von einem spätern Datum als die eben angeführten Ausplünderung derselben sind, und wodurch einzelnen Lombardischen Familien erlaubt wird, in einzelnen namentlich aufgeführten Sädten eine Menge von Jahren gegen eine an den König bezahlte Summe Geldes nicht allein zu wohnen, sondern auch auf Pfänder zn leihen.

So hatten unter andern drei Lombarden (Oste, Berthelemi et Pierre Garet) von dem König Carl dem 5ten die Erlaubniß erhalten, einige Zeit in Paris zu wohnen. Einer derselben (Oste Garet) hatte davon einen so schlechten Gebrauch gemacht, daß er auf das Gesuch des Königl. Procurators bei der Schatzkammer in eine Geldbuße v. 2000 Liv. Tourn. verurtheilt worden war, die er auch bezahlt hatte. Ungeachtet dessen gab Carl der sechste durch sein Schreiben vom Mai 1382 (Ordon. tom. VI. p. 653), worin die so eben genannten Umstände angeführt werden, diesen Lombarden eine neue Erlaubniß in Paris zu wohnen, und überdem viele Privilegien, nachdem er (zum Schein) die alten für nichtig erklärt hatte. Als Grund

dieser besondern Gnade wird angeführt: „eu regart à la simplesse, impertinacité, et au regret et desir que disoient avoir les diz Oste, Berthelemi Garés en l'abitacion de nostre Royaume.“ Allein der wahre Grund war, weil dieselben (Art. 25) jedes Jahr an den Schatz 200 Liv. Tournois bezahlten. Sie erhielten dafür auch sehr schöne Privilegien. Sie durften jede Art von Handel treiben und auf Pfänder (doch nicht zu höhern Zinsen als zu 2 Den. Paris. für 16 Sol. Paris. die Woche) leihen. Sie brauchten die Pfänder, nur nachdem sie für ihr Kapital und Zinsen befriedigt waren, herauszugeben, und durften dieselben nach Jahr und Tag durch das Gericht verkaufen lassen. Sie waren dabei von allen Abgaben frei u. s. f. Der Inhalt der Verordnung ist überhaupt wichtig, nur wäre es viel zu weitläufig, ihn hier umständlich anzuführen. Die von den spätern Königen an andere Lombarden ertheilten Freibriefe und Privilegien sind fast von demselben Inhalt. M. s. besonders den von Carl dem siebenten den 13ten September 1429 den Lombarden Laurentz Tabutz u. s. f. ertheilten Freibrief (Ordon. tom, XV. p. 248 folg). — Noch weit ärgere Bedrückungen und Grausamkeiten als gegen die Lombarden wurden gegen die Juden verübt. Nicht genug, daß sie von den ältesten Zeiten (von Philip August i. J. 1182) an abwechselnd geplündert, verwiesen und gegen Geld wieder eingelassen wurden, beschimpfte und erniedrigte man sie auf alle nur ersinnliche Weise. Ludwig d. H. befahl i. J. 1254 (Ordon. tom. I. p. 75 art. 32) ihren Talmud zu verbrennen. Nach einer Verordnung, welche derselbe König i. J. 1269 auf die Bitte eines Mönchs aus dem Prediger-Orden (dilecti nobis in Christo fratris Pauli Christiny de ordine fratrum praedicatorum) erließ (Ordon. tom. I. p. 294), mußten alle Juden beiderlei Geschlechts sowohl auf der Brust als auf dem Rücken ein rothes Rad auf dem Oberkleid angenäht haben (unam rotam de feutro, seu panno croceo, in superiore veste consutam ante pectus et retro . . , . . cujus rotae latitudo sit in circumferentia quatuor digitorum, concavitas autem contineat unam palmam). Wenn ein Jude dieses Zeichen nicht hatte, konnte derjenige, der ihn so traf, verlangen, daß er ihm sein Oberkleid abträte, wobei derselbe noch überdem mit 10 Liv.

Geldbuße bestraft ward. Diese Vorschrift ward von mehrern der folgenden Könige, Philip dem Kühnen und Ludwig dem 10ten bestätigt. Die Verordnung des letztern vom 28ten Juli 1315 (Ordon. tom. I. p. 595) enthält darüber Art. 3: „Il porteront le signet la où il l'avoient accoustumé à porter, et sera large d'un blanc tournois d'argent au plus, et sera d'autre couleur que la robbe, pourtrait de fil ou de soie grossement, pour estre mieus et plus clerement apparent." In der Verordnung des Königs Johann vom 26ten October 1363 (Ordon tom. III. p. 641. 642) wird es Art. 1 so bestimmt: „grant rouelle bien notable, de la grandeur de nostre grant seel partie de rouge et de blanc. M. s. Du-Cange ad voc. Rota Judaeorum. — Ja sollte man es glauben, daß man die Grausamkeit gegen diese Unglücklichen so weit trieb, daß man sie aller Güter beraubte, wenn sie zum christlichen Glauben übergingen; eine Gewohnheit, die erst Carl der sechste durch seine Verordnung vom 4ten April 1392 abschaffte (Ordon. tom. VII. p. 557).

Beilage Lit. D.

(Zu Theil II. S. 707.)

Ordonnance de Philippe III. (le hardi) touchant les amortissements, au Parlement de la Toussaint ou de Noel en 1275 (Ordon du Louv. tom. I. p, 304.*)

Remarque de Lauriere. Voici la premiere Ordonnance qui ait mis en regle les amortissememens, c'est à dire les extinctions et les abregemens de fiefs, en taxant les eglises et non nobles pour leurs acquisitions à une certaine finance.

On sera sans doute surpris que le Roy dise qu'il ait fait une telle disposition pour l'utilité des eglises et pour

*) M. s. die Vorrede des Grafen Pastoret zu Ordon. tom. XV.

le repos de ses sujets. Cependant cela est très veritable. Il faut donc se souvenir de ce qui a déja été remarqué cidessus, que par l'ancien usage de la France nul Seigneur de fief ne pouvoit l'abreger, le diminuer, ou en éteindre, ou amortir la moindre partie, sans le consentement de son Seigneur suzerain, et que la peine de l'abregement, ou de l'amortissement etoit que la partie amortie, ou abregée étoit devolue au Seigneur superieur, au même état qu'elle etoit avant l'amortissement, ou l'abregement. Lorsqu'un Seigneur permettoit à des gens de main morte de posseder des terres dans son fief, il le diminuoit et l'abregeoit, ou il en éteignoit ou amortissoit une partie, parce que les gens de main-morte ne mourant et n'alienant pas, il se privoit à l'avenir des lods et ventes qui lui seroient echus, si ces heritages ainsi tombez en main-morte, avoient été possedez par des laiques et des seculiers. Et lorsqu'un Seigneur permettoit à un non noble de posseder un fief mouvant de luy, il abregeoit encore son fief, et en éteignoit une partie, parce que le non noble ne desservoit pas ordinairement son fief, qu'ainsi les services en etoient perdus. De sorte que dans l'un et l'autre cas, les heritages et le fief étoient devolus au Seigneur superieur*) immediat au même état qu'ils étoient avant l'amortissement, ou l'abregement. Et comme le Seigneur superieur immediat diminuoit aussi son fief, quand il approuvoit ce qui avoit été

*) Etablissem. d. St. Louis liv. I. chap. 125. „Se aucuns avoit donné à aucune religion, ou à aucune Abaïe, une piece de terre, li Sires en qui fié ce seroit ne le soufferroit pas par droit, se il ne voloit, ains le porroit bien prendre en sa main. Mais cil à qui l'aumosne aura este donnée, si doit vênir au Seigneur, et li doit dire en tele maniere: Sire, ce nous a esté donné en aumosne, se il vous plest nous le tenions, et se il vous plest nous l'osterons de nostre main dedans terme avenant; si leur doit li Sires esgarder, qu'ils la doivent oster dedans l'an et li jour de leur main, et se il ne l'ostoient li Sires la porroit prendre comme en son demaine, et si ne l'en respondroit ja par droit.“

fait par son vassal, ce fief et ces heritages étoient devolus à l'autre Seigner superieur, et ainsi de Seigneur superieur en Seigneur superieur jusques au Roy. Ainsi pour obtenir un amortissement parfait, il falloit payer financeau Seigneur immediat, et à tous les Seigneurs mediats de degré en degré jusques au Roy *).

Philippe III, abolit cet ancien droit pour l'utilité de l'eglise et le repos de ses sujets, en les affranchissant de la vexation des Seigneurs mediats, dont le nombre fut reduit à trois, ainsi qu'il est expliqué cy à après. Voyez ma dissertation sur l'origine du droit d'amortissement p. 89, 90 etc.

„Ecclesiarnm utilitati, et subjectorum quiéti providere volentes, deliberatione providâ precedente. In forma quae sequitur duximus ordinandum:

1) Videlicet quod Seneschalli, Baillivi, Prepositi, Vicecomites et alii justitiarii nostri cessent, et abstineant molestare Ecclesias super acquisitionibus, quas hactenus fecerunt in terris Baronum nostrorum, qui et quorum praede_cessores, nostris, et predecessorum nostrorum temporibus, per longam patientiam usi fuisse noscuntur publice, et patienter dare et eleemosynare Ecclesiis, et concedere quod Ecclesiae licité acquisita tenerent, consensu nostro minime requisito, absque nllâ reclamatione per nos vel predecessores nostros facta, dictis Baronibus, vel predecessoribus eorumdem.

2) Insuper precipimus quod ubi Eccsesiae acquisierint possessiones, quas habent amortisatas a tribus dominis, non

---

*) Der hier angegebene Grund gilt eigentlich nur für die Erwerbung solcher Güter, die irgend einer Lehnspflichtigkeit unterworfen waren. Allein in Frankreich war die unbedingte Erwerbung unbeweglicher Güter und Rechte, wenn sie auch freie Allodien waren, der todten Hand von jeher verboten. Der Grund dieses Verbots ist schon oben S. 707 * nach Bacquet (Traité d.s Droits d. Dom., 3ième partie de nouv. acquests chap. 25) angeführt.

computatâ personâ que in ecclesiam transtulit possessiones easdem, nulla eis per jutsitiarios nostros molestia conferatur'

3) Rursum pro rebus et possessionibus aliis quas acquisierunt Ecclesiae in terris, feodis vel retrofeodis nostris, sine nostro vel predecessorum nostrorum assensu a 29*) annis citra, hanc gratiam fieri volumus ecclesiis, videlicet quod res et possessiones taliter acquisitas extra manum suam pro nobis, aut nomine nostro, ponere non cogantur, dummodo pro possessionibus eleemosynatis eisdem, nobis prestent in pecuniâ, quantum valere possent fructus duorum annorum rerum, sic acquisitarum, legitime estimati.

4) Ad alias vero possessiones per quemcumque contractum non gratuitum acquisitas ab Ecclesiis, ad ponendum extra manus, volumus illas Ecclesias non compelli pro nobis aut nostro nomine, quae nobis solvere voluerint in pecunia, quantum valere possent fructus trium annorum legitime estimati.

5) Quod si Ecclesie acquisiverint in allodiis, in terris, feodis et retrofeodis nostris, volumus quod in eleemosynatis, vel donatis fructuum unius anni nobis prestetur estimatio. In acquisitis non gratuito titulo fructuum duorum aunorum nobis estimatio persolvatnr, si res taliter acquisitas retinere maluerint, quam ponere extra manum.

6) Preterea in personis innobilibus, que res feodales acquisierint et tenent per homagium ad servitium competens, precipimus justitiariis nostris quod hujusmodi personas innobiles non molestent, sed eis in pace dimittant res taliter acquisitas.

7) Quod si personae innobiles acquisierint in feodis vel retrofeodis nostris, extra terras predictorum Baronum nostrorum et ita sit quod inter nos et personam que alienavit res ipsas non sint**) tres, vel plures intermedii

---

*) Dans quelques manuscrits il y a „a triginta annis.“

**) Dieser Verordnung sind (Ordon. tom. I. p. 305, 306) in der Note noch zwei Instructionen beigefügt, welche mehrere wichtige Erklärungen und Zusätze enthalten. Sie sind in-

Domini, precipimus quod si teneant ad servitium minus competens, vel aliter appareat feodi facta deterior conditio

---

dessen zu weitläufig, um sie hier vollständig mitzutheilen. Die erste ist aus dem Register Croix feuil. 54 der Oberrechenkammer genommen. Nach derselben stand es einigen mächtigern Baronen völlig frei, einen Theil ihrer Güter in die todte Hand zu geben. Es heißt dort so:

Pares Franciae

Belvacum, Noviodunum, Cathalanum sunt Comitatus,
Remi, Laudunum, Lingones, atque duces
Flandria, Tholosa, Campania sunt Comitatus,
Est dux Normannus, Burgundus sic Aquitanus.

Comites majores post Pares.

Britannus . . . . . . Andegavensis (Anjou)
Nivernensis (Nevers) . . Marchie (Marche)
Attrebatensis (Artois).

De hiis 'prout ex declarationibus aliàs super financiis habitis est compertum, potest intelligi, quod tam sue titulo dignitatis, quam eorum usu longissimo, amortizare, et eleemosynare valeant, pecuniam, seu quodvis emolumentum proinde non recipiendo, ita tamen quod pro eleemosynis seu admortisationibus hujusmodi, eorum tenute non emembrentur, seu etiam deformentur.

Nun werden noch einige Grafen und Herren (Comites et Domini) genannt, welche sich zwar im Besitz desselben Vorrechts behauptet hatten, welches aber als ein Mißbrauch (abusus qui in distractionem feudorum, retrofeudorum et regni totius redundabat) nicht ferner geduldet werden sollte. Verum quia, heißt es ferner, tales aliquâ debent prerogativâ gaudere, de patientia toleramus, quod aliquas eleemosynas pro suarum animarum salute, facere valeant anniversaria, constituere Capellanias, et similia beneficia fundare, dum tamen eorum tenute propter hoc nullatenus emembreutur seu etiam deformentur. Volumus tamen quod insinuare nobis talia teneantur. Praeterea Archiepiscopi, Episcopi, vel alii dignitates aut beneficia obtinentes, quae in regalia nostra venerunt, quidquam admortizare, vel alienare non possunt, quod si jam fecerint, financie possunt levari et exigi, cum hoc uon possint facere sine nostro praejudicio et regni detrimento. Si vero Ecclesia in aliam similis conditionis Ecclesiam possessiones transferat, vel tenutas

cogantur tales possessores rem feodalem ponere extra manum, nisi maluerint prestare nobis estimationem fructuum duorum annorum rerum taliter acquisitarum.

8) Et si res feodalis facta fuerit censualis, praestabitur nobis quatuor annorum fructuum estimatio vel fiat per justitiarios nostros, quod res in statum pristinum reducatur.

9) Hanc autem ordinationem facimus pro casibus illis, qui temporibus preteritis precesserunt, provisionem ipsam nolentes extendi ad casus qui provenient in futurum, immo in his qui de novo emerserint, novo provisionis remedio consulatur, nolentes insuper eamdem ordinationem ad alienationes extendi, de quibus sine dilatione sciri poterit manifeste ipsas nobis adeo esse damnosas et graves, quod meritė non debeant aliquatenus tolerari. Praemissa ordinatio facta Parisiis in Parlamento omnium Sanctorum post nativitatem Domini anno milesimo ducentesimo septuagesimo quinto.

---

ad quas extra manum suam ponendas non poterat coherceri, ex translationé hujusmodi financia non debetur . . . . . . De eleemosynis modicis factis Ecclesiis sicut de cereâ, lampade uno, duobusve torticiis in elevatione Dominici corporis accendentes financia non debetur. Circa alias eleemosynas constitutionis forma servetur, nisi super hoc gratiam faciamus specialem . . . . . De allodiis liberis in emphyteosim vel acapitum datis, seu aliis translatis non debetur financia, dum tamen non sit allodium magne rei, cum jurisdictione et districtu, cujus alienationem de nobili in innobilem fieri nolumus, nisi de nostrâ licentiâ vel gratia speciali. Die zweite Instruction, die sich im Register Noster feuil. 30 vers. findet, ist mit dem Namen des Königs (Philippus etc.) überschrieben und an die Königl. Commissarien von Languedoc gerichtet. Es heißt darin unter andern: „Quibusdam consultationibus vestris in nostrâ Curiâ propositis respondemus, quod cum per ordinationem nostram quam fecimus super exigendis pro nobis financiis, de rebus ab ecclesiis et religiosis in feodis et retrofeodis acquisitis à triginta annis citra, et de rebus feodalibus in personas innobiles translatis, non ab ipsis nobilibus, sed ab ipsarum rerum possessoribus financiones exigantur.

Da die hier angeführte Verordnung (v, J. 1275) nach Art. 9 sich nur auf die Vergangenheit erstreckte, und die Geistlichkeit zu erwerben fortfuhr, so fanden viele der nachfolgenden Könige, Philip der Schöne i. J. 1291 (Ordon. tom. I. p. 323), Philip der Lange im März 1320 (ibid. p. 745), Carl der Vierte i. J. 1324 (ibid. p. 786) und i. J. 1326 (ibid. p 797), Philip v. Valois i. J. 1328 (Ordon. tom. II. p, 23) und mehrere andere sich genöthigt, nähere Verordnungen darüber zu erlassen, welche indessen ihrem Hauptinhalt nach fast übereinstimmen. Die Geistlichkeit ward, obschon sie die Erwerbung ohne Bewilligung des Königs gemacht hatte, gegen Leistung einer Entschädigung, deren Betrag freilich durch die folgenden Verordnungen meistens erhöht ward in ihrem Besitz geschützt. Doch enthält die unter Carl dem Vierten i. J. 1324 erlassene Instruktion (Ordon. tom. I. p. 786) Art. 8: „Chacun baillif fera crier publiquement et solemnellement en ce que les eglises ou personnes non nobles acquerreront dores-enavant en nos fiefs ou arriere-fiefs, si comme dessus est dit, sans nostre assentement. Se il les tiennent par an et par jour sans finer en à nous, ou à nos genz, à ce establis de par nous, l'an et le jour passé, il sera du tout acquis et confisquè à nous." Schon die Verordnung Philips des Langen v. J. 1320 hatte Art. 2 festgesetzt: „Pro acquisitis vero [a sexaginta annis citra] in feodis et censivis nostris emptionis, vel excambii, aut alio quocumque titulo non gratuito, estimationem precii, quod pro eis in venditione perpetuâ semel posset haberi, vel aliud precium, si majus fuerit, pro quo res ipso titulo quo predicitur acquisitae fuerant [nobis prestent]." Art. 7 heißt es ferner: „Praeterea quoniam in partibus lingue occitane, possessiones sunt cariores quam in partibus Gallicanis, volumus et praecipimus quod Ecclesie et Ecclesiastice persone dictarum partium et locorum circumvicinorum in quibus denarius annui redditus pretio viginti denariorum, vel plurium, vel circa communiter hereditarie vendi potest, pro rebus et possessionibus in feodis et censivis nostris, titulo non gratuito, acquisierint, estimationem precii, quod proinde legitimâ venditione posset haberi, saltem estimato denario ad viginti,

vel aliud precium si majus fuerit, pro quo res ipso titulo quo predicitur acquisite fuerunt [ecclesiae] nobis solvant. Pro acquisitis per ipsas Ecclesias et Ecclesiasticas personas in partibus supradictis, in quibusvis aliis membris, et articulis ante dictis, ultra quam in partibus Gallicanis duplum volumus exigi et levari.“

Eine Erklärung Carls des Vierten v. J. 1326 (Ordon. tom. I. p. 797 Not.) enthält noch Art. 2: „Si Ecclesia, vel Ecslesiastica, vel religiosa, seu innobilis persona finare de suis acquisitis compellatur, non debebit apponi manus regia, nisi dumtaxat in rebus acquisitis, nisi demum facta financia, qua facta pro ipsius solutione sunt financiis bona omnia obligata, et per ipsorum explectationem poterit ad solvendum compelli.“ Art. 6. „Et si persone que finaverant quecumque sint, sine magno et evidenti gravamine solvere non possunt financias quas fecerunt, dilationes competentes, earum tenuitate facultatum considerata, de solvendo dictam financiam, concedentur.“

Der in den Königl. Verordnungen festgesetzte Betrag der Entschädigung war nur als ein minimum anzusehn, welches die Geistlichkeit u. s. f., wenn sie in ihrem Besitz erhalten werden wollte, leisten mußte*). Die Königl. Beamten, welche mit der Eintreibung dieser Entschädigung beauftragt waren, unterhandelten daher und verglichen sich über den Betrag derselben. Dieses nannte man finare**). Ein Beispiel einer solchen Unterhandlung unter Philip von Valois i. J. 1328, welches ein treues Bild der damaligen Zeit darstellt, findet man (Ordon. d. Louv. tom. II. p. 24, 25, 26 Not.).

---

*) In der oben angeführten Verordnung Philips d. Schönen v. J. 1291 (Ordon. tom. I. p. 322, 324) heißt es Art. 9: „Volumus autem, quod missi a nobis pro financiis faciendis meliores financias faciant pro nobis quam supra dictum est, si possit, deteriores autem non recipiant ullo modo.“

**) In dieser Bedeutung kommt das angeführte Wort in den so eben über die Amortisation angeführten Verordnungen sehr oft vor. M. s. noch Du-Cange ad voc. finare. und financia.

Die Geistlichkeit fuhr ungeachtet aller Königl. Verordnungen immer fort, neue Güter zu erwerben. Oft setzte sie, wie aus einem Befehl (mandement) Carls des sechsten vom 11ten Februar 1385 *) erhellt, der Vollstreckung der Verordnung die Einrede der Verjährung entgegen. Durch diesen Befehl indessen ward der Geistlichkeit aufgegeben, Alles, was sie seit vierzig Jahren ohne königl. Bewilligung erworben, in welchem Gebiet, wo und wie und von welcher Art es immer seyn mogte **), innerhalb eines Jahrs aus ihrer Hand zu geben (mettre hors de leur main), nach welcher Frist es, wenn sie sich desselben nicht entäußert hätte, zu den Königl. Domainen gezogen werden sollte. Einzelne Abteien, Klöster und Stifter erhielten indessen von Zeit zu Zeit eine Befreiung von diesen Verpflichtungen. Schon Philip d. Schöne bewilligte durch eine Verordnung v. Februar 1303 Art. 5 der Geistlichkeit der Provinz Narbonne eine solche Befreiung für alle ihre schon erworbenen Güter ***). Die Geistlchkeit der Diocese von Amiens hatte von demselben König schon durch seinen Brief v. 15ten August 1303 †) dieselbe Befreiung für alle ihre in den königlichen Lehn, Afterlehn und

---

*) Ordon. tom. VII. p. 143. Der König gibt als einen Theil des Zwecks dieses Befehls an: „pour . . . . . . oster et interrompre toute matiere de prescription dont d'en se vouldroit *efforcier* de appliquer ou entreprendre contre nous par tolerance ou laps de temps, comme par autres plusieurs causes.

**) „Rentes, revenues et autres possessions . . . . . [même aux cas où] les usufruiz aus donneurs ou autres [étoient] reservez à temps ou à vie, ou par condition de les racheter dedans certain temps.“

***) (Ordon. du Louv. tom. I. p. 402, 403) art. 5. „Item. De gratiâ speciali concedimus ipsis Praelatis, ac ecclesiis suis, Collegiis ac personis Ecclesiasticis supradictis, quod de acquisitis suis factis nomine Ecclesiarum temporibus retroactis, praestare financias vel extra manum suam dicta acquisita ponere nullatenùs compellantur, sed ea possint licite retinere.“

†) (Ordon. tom. I. p. 382). Der August kam in diesem Jahr früher als der Februar. M. s. die Vorrede.

Allodien bis zum Tag dieses Schreibens schon erworbenen Güter erhalten, jedoch unter der Verpflichtung, dem König einmal den zehnten Theil ihrer Einkünfte zu bezahlen. Das Recht, einen solchen Befreiungsbrief (lettres d'amortissement) zu ertheilen, kam seit unvordenklichen Zeiten dem König allein zu *). Zwar hatten in ältern Zeiten die Barone sich ebenfalls dasselbe anzumaßen gesucht. Es gab sogar bis zu den letzten Zeiten Briefe der Art, welche von den Herzogen von Anjou, von Berry, von Burgund, den Grafen von Champagne u. s. f. ausgestellt waren **). Allein die Königl. Beamten nahmen keine Rücksicht darauf, und forderten dem ungeachtet die dem König gebührenden Rechte ein. In den Registern Olim findet sich ein Urtheil des Parlaments v. J. 1272, wodurch gegen den Bischof von Laon dieses Recht als ein dem König ausschließlich zukommendes erkannt worden ist ***). Auch der König gewährte solche Befreiungsbriefe selten ohne alle Vergütung. Carl der sechste, um dem stets wachsenden Reichthum der Geistlichkeit ein Ziel zu setzen, bestimmte durch sein Schreiben vom October 1402 (Ordon. tom. VIII. p. 546, 547), daß ehe solche Befreiungsbriefe (lettres d'amortissement) für ächt und gültig erkannt würden (avant la vérification et l'enterinement), die-

---

*) Bacquet vrait d. Dr. d. Dom. 4ième part. du Droit d'Amortissem. chap. 61.

**) Ibid.

***) M. s. noch Ferrier Dict. d. D. art. Amortissem. Derselbe zieht aus dem grand Coutumier (Th. I. S. 137) folgende Stelle aus: „Au Roy nostre Sire, seul et pour le tout appartient faire amortissement par tout son Royaume, et ne peut en icelui quelque terre etre amortie, jusqu'à ce que le Roi l'ait amortie: ct se il advenoit que les Pairs, Barons et autres Seigneurs sujets amortissent aucune chose tenue d'eux, pour ce n'est pas absolument amortie, que le Roi ne puisse contraindre le possédant à la délaisser, et icelle appliquer à son domaine, s'ils ne le mettent hors de leurs mains, après la signification que dedans l'an etc. — Auch bei Bouteiller in seiner Somme Rur. findet man dieselbe Meinung.

jenigen, welche sie erwirkt, gehalten seyn sollten, den dritten Theil des Werths der Güter an die königlichen Domainen abzutreten*). Indessen wurden doch auch von den nachfolgen. den Königen solche Amortisationsbriefe ohne Vorbehalt oder eigentlich mit Ausschließung jeder Entschädigung ertheilt. Dieses mußte indessen in dem Brief bestimmt ausgesprochen seyn**). Derselbe mußte überdem, um gültig zu seyn, wenn er seit der Regierung Philips v. Valois ertheilt war, in die Register der Oberrechenkammer, und wenn er von einem spätern Datum, als das Edict Carls des Neunten über die Domainen v. J. 1666 war, sowohl in die Register des Parlaments als der

*) „. . . . . . avons ordonné et ordonnons . , . . . que doresenavant toutes personnes de quelque estat ou condition qu'elles soient, qui vouldront empêtrer et obtenir, empêtreront et obtenront de Nous Lettres d'Amortissement d'aucunes Rentes, Terres ou possessions, seront tenues de Nous baillir et bailleront reâlment et de fait avant la vérification et entérinement de leurs dites lettres au prouffit et acroissement de nostre Domaine, la tierce partie d'autant comme vauldront et monteront les Terres, Rentes ou possessions que nous leur aurons admorties ou admortirons, comme dit est, laquelle tierce partie en Terres, Rentes ou Possessions assises soubz Nous et en nostre Terre et justice sanz moyen, sera appliquée et ajoutée à nostredit Domaine, sanz ce que Nous en faisons don, quittance ne remission quelconques: lequel, ou cas que par enadvertance ou autrement Nous ferions, Nous voulons estre nul et de nul effect, et n'y voulons aucunement estre obtempéré, et des maintenant pour lors le révoquons et mettons du tout au néant par la teneur de ces Présentes etc."

**) Bacquet du dr. d'Amortissem. chap. 46 und 52. Ehmals hielt man, um den König zu entschädigen, streng an der Verordnung Carls des sechsten v. October 1402, daß nämlich der dritte Theil der erworbenen Grundstücke in natura an die Domainen abgetreten werden mußte. Schon zu den Zeiten Bacquet's, der unter Heinrich dem dritten lebte, ward sie (chap. 46) nicht mehr befolgt, sondern die Entschädigung in Geld geleistet.

Oberrechenkammer eingetragen seyn *). Endlich mußten noch alle diese Briefe das große Königl. Siegel tragen. Man unterschied drei Gattungen dieser Briefe (Bacquet ibid. chap. 42), nämlich allgemeine, besondere und gemischte (générales, particulières et mixtes). Die erstern wurden allen in einer Provinz wohnenden Unterthanen oder der Geistlichkeit einer ganzen Diöcese oder auch von ganz Frankreich in Beziehung auf alle ihre Güter, die sie von dem Datum des Briefs an besaßen, ertheilt, ohne daß diese Güter näher angegeben waren. Durch Briefe der zweiten Art erhielt eine einzelne Gemeinde in Beziehung auf irgend ein bestimmt angegebenes Besitzthum (heritages declarez par le menu et au vray par tenans et aboutissans), das Recht, es zu erwerben oder zu behalten. Briefe der dritten Art endlich waren solche, die zwar auch einer einzelnen Gemeinde, Abtei u. s. f. allein in Beziehung auf alle ihre Güter gegeben wurden. Amortisationsbriefe der ersten Art waren durch die alten Verordnungen verboten **). Indessen wurden dieselben doch von einigen Königen ertheilt. So ertheilte Franz der Erste im März 1522 der gesammten Geistlichkeit von Frank-

---

*) Bacquet du Dr. d'Amortissem. chap. 74. In der Verordnung, die Philip v. Valois den 8ten Aprel 1342 erließ (Ordon tom. II. p. 173, 175), bestimmte derselbe Art. 8, daß, da viele falsche Briefe über Adelsverleihungen, amortissemens u. s. f. gemacht worden, den Amtmännern, Seneschallen u. s. f. aufgegeben würde, alle diejenigen, die solche Briefe vorzeigten, an die Oberrechenkammer oder an die von dem König dazu ernannten Commissarien zu verweisen, und den Vorzeigern den Genuß des Privilegiums nicht eher zu gestatten, bis die Echtheit des Briefs bekundet wäre. Bei Briefen, die von einem frühern Datum, als diese Verordnung Philips von Valois waren, sah man nicht auf die Erfüllung dieser Formalität.

**) Bacquet du Dr. d'Amortissem. chap. 47. Bacquet führt indessen keine einzige bestimmte Verordnung an, welche dieselben verboten hätte. Sie waren es indessen ganz gewiß, wenn auch nicht durch königliche Verordnungen, doch sicher durch Parlamentsbeschlüsse, oder durch den Gerichtsgebrauch, wie durch das aus der Verordnung Franz des Ersten vom März 1522 angeführte deutlich erhellt.

reich gegen Erlegung einer auf einmal bezahlten Summe einen allgemeinen Amortisationsbrief über Alles, was sie bis zu diesem Zeitpunkt erworben hatte*). Der Brief enthält die Clausel: „Non obstant quelconques usages, droicts, styles, coustumes, ordonnances à ce contraires; esquelles et chacunes d'icelles quant à ce avons derogé et derogeons par ledit advis de nostre Conseil, quant à l'effect et contenu de cesdites presentes: , ... Et mesmement qu'elles pourroient contenir generaux amortissemens estre prohibez et deffendus. Et qu'il faut que ce que l'on a amorti, soit specifiquement et par le menu déclaré, et que la valeur par an et prix pour une fois, ne soit cy exprimée etc." Solche allgemeine Amortisationsbriefe wurden von den Behörden, die mit der Eintreibung der Amortisations-Gelder beauftragt waren, entweder gar nicht, oder höchstens nur zu Lebzeiten des Königs, der sie ausgestellt hatte, beachtet. Die Oberrechenkammer weigerte sich meistens, sie in ihre Register einzutragen, und selbst wenn dieses geschehen war, suchte man später irgend einen Mangel in der Form u. dgl. hervor. So mußte die Clerisei, ungeachtet der allgemeine Amortisationsbrief von Franz dem ersten bei der Oberrechenkammer einregistrirt war, unter seinem Sohn Heinrich dem Zweiten sich nochmals mit dem König vergleichen, wie man bei Bacquet chap. 43 umständlich angeführt findet. Die Amortisationsbriefe bezogen sich überdem fast ohne Ausnahme nur auf die Vergangenheit. In einigen ward doch noch hinzugefügt, daß es denjenigen, zu deren Gunsten der Brief gegeben war, erlaubt seyn sollte, auch noch ferner, jedoch bis zu einer gewissen Summe zu erwerben. Ludwig der eilfte, welcher zu der Mutter Gottes von Cleri eine besondere Andacht hatte, ertheilte indessen den 21ten December 1464 der Kirche und dem Kapitel daselbst einen ganz allgemeinen Amortisationsbrief**)

*) Bei Bacquet chap. 43 findet man den vollständigen Text dieses Briefs. Chap. 44, 45, 52 theilt er noch mehrere solcher Amortisationsbriefe vollständig mit.

**) Man findet den vollständigen Text dieses Briefs Ordon. tom. XVII. p. 48.

für Alles, was sie schon erworben hätten, und in der Zukunft auf was immer für eine Art erwerben würden.

Die Amortisationsbriefe gewährten dem Inhaber nur gegen den König oder dessen Beamte völligen Schutz. Wenn das erworbene Gut nicht unter der unmittelbaren Lehnsherrlichkeit des Königs, sondern eines andern Grundherrn stand, so konnte dieser es zwar nicht einziehn, oder den Erwerber zwingen, es aus seiner Hand zu geben (zu verkaufen u. s. f.). Allein der Erwerber war verpflichtet, den Lehnsherrn, sowohl den unmittelbaren als alle mittelbaren zu entschädigen*). Darum enthielten die Amortisationsbriefe immer die Formel „sauf en autres choses nostre droit, et l'autruy en toutes" oder „sauf l'interêt d'autrui et des seigneurs." Selbst wenn diese Clausel nicht beigefügt war, ward sie als beigefügt angesehn (Ferriere Dict. d. Dr. art. amortissement). Ueber den Betrag der Entschädigung mußten die Erwerber sich mit dem Lehnsherrn vergleichen, oder sie ward von den Gerichten bestimmt. Bacquet glaubt, daß der Billigkeit gemäß, der Erwerber nie über den dritten Theil des Werths zur Entschädigung sowohl des Königs als aller Lehnsherren zusammen zu geben gezwungen werden könne. Außer der Entschädigung in Geld lag dem Erwerber noch eine besondere Verpflichtung auf, welche man „bailler homme vivant mourant" nannte. Da nämlich bei jedem Wechsel des Besitzers eines Lehns durch Sterbfälle u. s. f. dem Lehnsherrn eine gewisse Abgabe entrichtet werden mußte, die ihm, wenn ein Gut in die todte Hand kam, auf immer entging, so konnte er verlangen, daß der Erwerber einen andern an seine Stelle setzte, so daß letzterer die Huldigung leisten nnd und bei dem Absterben dieses Stellvertreters dem Lehnsherrn die sonst gebräuchliche Abgabe entrichtet werden mußte. Die Abteien, Klöster u. s. f. pflegten hierzu meistens Einen aus ihrer Mitte zu nehmen. Nach einigen Gewohnheiten waren die

*) Gerade so, wie es geschehn mußte, wenn irgend ein Landes-Antheil zur Pairie erhoben ward, worüber man die (Th. I. S. 186 folg.) mitgetheilte umständliche Note ** nachsehn kann.

Erwerber sogar verpflichtet, „bailler homme vivant mourant et confisquant." Hierdurch war der Lehnsherr berechtigt, das erworbene Gut wieder einzuziehn, wenn der Stellvertreter ein Verbrechen beging, wodurch gewöhnlich das Gut dem Lehnsherrn verfallen war. (M. s. Bacquet chap. 5). — Ueber die Amortisation erschienen auch späterhin noch eine Menge Edicte und Verordnungen, die man größtentheils dem Werk von Hericourt (édit. de 1774) beigefügt findet. Besonders wichtig für die Ausübung war der Beschluß des Staatsraths vom 21ten Jan. 1738, welcher allen Intendanten der Provinzen mitgetheilt ward. (Héricourt H. III. N° 34).

Die Amortisations-Rechte (les droits d'amortissement) wurden endlich sogleich im Anfang der Revolution und ganz insbesondere durch Art. 1 des Gesetzes vom 5ten December 1790*) über das Enregistrement gänzlich abgeschafft. — Aus Allem, was wir über die Amortisation gesagt haben, erhellt, daß man unter derselben in Frankreich etwas anders als in Deutschland verstand. In unserm Vaterland bezeichnet man meistens mit diesem Wort das Recht der Fürsten, der Geistlichkeit den Ankauf neuer Güter zu verbieten, oder auch das Recht, die von derselben wider dieses Verbot erworbenen Güter wieder einzuziehn; wogegen man in Frankreich darunter die von den Fürsten der Geistlichkeit (meistens gegen eine gewisse Vergütung) gegebene Erlaubniß neue Güter zu erwerben, so wie auch das Recht, dieses zu erlauben, und endlich die dafür entrichtete Abgabe oder Vergütung selbst verstand. In Deutschland beabsichtigte man durch die Amortisation ganz direct die Anhäufung der Güter in der todten Hand zu verhindern oder sie rückgängig zu machen. In Frankreich war dieses, besonders in den frühern Zeiten, nur Nebenzweck, welcher überdem durchaus nicht erreicht ward. Als indessen die Ansichten über die Staats-Oeconomie sich mehr aufklärten, und man einsah, daß es durchaus nöthig sey, dem Fortschreiten jenes großen Uebels (der Anhäufung des Reichthums, besonders des Grund-Eigenthums) in den Händen der Geistlichkeit ein Ziel zu setzen, erließ endlich Ludwig

*) Desenne tom. XIV. p. 228.

der 15te das wichtige Edict (gegeb. zu Versailles im August 1749), wovon schon oben (S. 709 **, 831) geredet worden, und wodurch der Geistlichkeit die Erwerbung neuer Güter, unter welchem Titel es immer seyn mögte, durchaus verboten ward. Das Edict, welches man dem Werk von Hericourt (édit. d. 1774) ebenfalls angehängt findet, ist sehr ausführlich, und enthält eine Menge von Vorschriften und Strafen, um die Umgehung des Verbots zu verhindern. Die Geistlichkeit sollte auch keine andern Renten, als auf den Königl. Schatz, die Clerisei, Gemeinden u. s. f. erwerben können. Das Edict, obschon eines der merkwürdigsten, ist indessen zu weitläufig, um es hier mitzutheilen.

Beilage Lit. E.

(Zu Theil II. S. 711 *.)

Ueber den Ursprung der Zehnten.

Wir wollen, um keinen Zweifel übrig zu lassen, daß wirklich die weltlichen Fürsten den Zehnten, und zwar als eine Abgabe zum Vortheil und zur Unterhaltung der Geistlichkeit eingeführt haben, hier einige der wichtigsten darüber erlassenen Gesetze zusammenstellen.

In den ersten Zeiten des Christenthums bestand gar keine Verpflichtung, den Zehnten zu entrichten, wie deutlich genug daraus erhellt, daß in keiner der Schriften des neuen Testaments, und eben so in keinem der ältesten Denkmale des Christenthums, wie z. B. in den Regeln der Apostel (canon. Apost.) *) davon irgend eine Erwähnung geschieht. Die Diener der Kirche lebten damals entweder von ihrem eigenen Ver-

*) M. s. Canon. 3, 4, 39, 40, 41.

mögen oder von freiwilligen Gaben (Opfer oder oblationes genannt) *), welche die Gläubigen ihnen darbrachten. Zu den Zeiten der heidnischen Kaiser wäre es auch nicht wohl möglich gewesen, ein Gebot, welches die Gläubigen verpflichtete den Priestern den Zehnten zu bezahlen, mit einigem Erfolg in Ausübung zu bringen. Allein selbst noch eine geraume Zeit nachher, als die Kaiser zum Christenthum übergegangen waren, bestand kein, weder weltliches noch auch geistliches Zwangs-Gebot für die Entrichtung des Zehntens. Der h. Augustinus, der unter dem Kaiser Constantin lebte, ermahnte seine Gläubigen, einen Theil ihres Vermögens den Dienern des Altars zu geben. Obschon ihr, sagte er, nicht gerade durch ein bestimmtes Gesetz verpflichtet seyd, den Zehnten zu entrichten, so sollt ihr doch Abraham nachahmen, der ihn schon vor dem Gesetz aus Frömmigkeit bezahlte. Die Geistlichkeit zeigte indessen, besonders seitdem durch den Uebertritt der Kaiser zur christlichen Religion ihre äußere Macht eine so starke Stütze erhalten, eine große Neigung, die dem jüdischen Volk auferlegte Verpflichtung, den Leviten den Zehnten zu bezahlen, für ein allgemein bindendes Gesetz geltend zu machen **). Bei allem dem gelang dieses doch nur allmählig, und in den verschiedenen Ländern zu verschiedenen Zeiten. Der Kirchen-Geschichtschreiber Fleury, welcher natürlich vorzugsweise Frankreich im Auge hatte, sagt (hist. ecclésiast. Liv. 34. N° 50), die älteste gesetzliche Bestimmung, die er gefunden, wodurch die Entrichtung des Zehnten als strenges Gebot vorgeschrieben werde, sey der fünfte Canon des Concilium von Maçon, welches am Schluß des sechsten Jahrhunderts gehalten ward. Derselbe enthält wirklich: „Nunc autem paulatim praevaricatores legum pene Christiani omnes ostenduntur, dum ea quae divinitus sancita sunt,

*) Sie bestanden zum Theil in den Erstlingen der Früchte (Canon 3, 4). Unter Opfern (oblationes, offrandes) verstand man eigentlich die Gaben, welche die Gläubigen während des Gottesdienstes darbrachten, ... welche Gewohnheit noch fortdauert.

**) Van Espen jus ecclesiast. Part. II. sect. IV. tit. II. (Edit. Lovan. fol. tom. II. p. 29, 30).

adimplere negligunt. . . . . . Unde statuimus et decernimus, ut mos antiqus a fidelibus reparetur; et decimas ecclesiasticis famulantibus caeremoniis populus omnis inferat, quas sacerdotes in usum pauperum, aut in captivorum redemptionem praerogantes, suis orationibus pacem populo ac salutem impetrent. Siquis autem contumax nostris statutis saluberrimis fuerit, a membris Ecclesiae omni tempore separetur."

Vorzüglich indessen waren es die Fränkischen Könige des zweiten Geschlechts, welche die Verpflichtung, den Geistlichen den Zehnten zu entrichten, als allgemein bindendes Gesetz einführten, und die Widerspenstigen durch Zwangsmittel dazu anzuhalten befahlen. Wir setzen einige der wichtigsten ihrer Verordnungen hierhin.

1) Constitut. Pipin. Reg. dat. A° 764 ad Lucul. Episc. (Baluz tom. I. p. 186). „Et sic praevidere faciatis et ordinare de verbo nostro ut unusquisque homo aut vellet aut nollet, suam dec.mam donet. Valete."

2) Concil. Mogunt. a. 813, Cap. 38, auch Capitular. lib. V. cap. 154 (Baluz tom. I. p. 854). „Admonemus atque praecipimus ut decima deo omnino dari non negligatur, quam deus ipse sibi dari constituit: quia timendum est ut quisquis deo suum debitum abstrahit, ne forte deus per peccatum suum auferat ei necessària sua, et qui decimam deo dare neglexerit, novem partes auferantur ab eo.

3) Capitular. de Partib. Saxon. a. 789 N° 17 (Baluz tom. I. p. 25). „Similiter *secundum dei mandatum* praecipimus, ut omnes decimam partem substantiae et laboris sui ecclesiis et sacerdotibus donent, tam nobiles quam ingenui, similiter et liti, juxta quod deus dederit unicuique christiano, partem deo reddant."

4) Carls des Großen Verordnung (praeceptum) über die Errichtung der sächsischen Bisthümer v. J. 739 (Baluz. tom. I. p. 246) sagt: „Noverint omnes Christi fideles quod Saxones, quos a progenitoribus nostris ob suae pertinaciam perfidiae semper indomabiles, ipsique Deo et nobis tamdiu rebelles, quousque illius, non nostrâ virtute ipsos et bellis vicimus et ad baptismi gratiam, Deo annuante perduximus,

pristinae libertati donatos, et omni nobis debito censu solutos, pro amore illius qui nobis victoriam contulit, ipsi tributarios et subjugales devote addiximus; videlicet ut qui nostrae potestatis jugum hactenus ferre detrectaverunt, victi jam, Deo gratias, et armis et fide Domino et Salvatori nostro Jesu Christo et Sacerdotibus ejus, omnium suorum jumentorum et fructuum, totiusque culturae decimas ac nutriturae, divites ac pauperes legaliter constricti persolvant.

5) Capitular. Carol. M. de villis cap. 6 (Baluz. tom. I. p. 332). „Volumus ut judices decimam ex omni conlaboratu pleniter donent ad ecclesias, quae sunt in nostris fiscis, et ad alterius ecclesiam nostra decima data non fiat, nisi ubi antiquitus institutum fuit. Et non alii Clerici habeant ipsas ecclesias, nisi nostri, aut de familia aut de capella nostra.“

6) Capitular. sextum Ludovic. Pii, anni 819 (Baluz tom. I. p. 620) N° 9, „De decimis, ut unusquisque suam decimam ad ecclesiam offerat, sicut mos vel sacra consuetudo esse dinoscitur.“

7) Capitular. Wormat. a. 839, auch Capitular. lib. V. Cap. 101. „De decimis quas populus dare non vult, nisi quolibet modo ab eo redimantur, ab episcopis prohibendum est ne fiat. Et siquis contemtor inventus fuerit, et nec episcopum nec comitem audire voluerit, si noster homo fuerit, ad praesentiam nostram venire compellatur. Caeteri vero distringantur ut ecclesiae inviti restituant quod voluntarie dare neglexerunt.

8) Capitular. lib. II. cap. 36 (Baluz tom. I. p. 748) „Ecclesiae antiquitus constitutae nec decimis nec aliis possessionibus priventur, ita ut novis oratoriis tribuantur.“

9) Ordon. tom. I. p. 303. Lettres d. Philippe le hardi d. 1274, art. 2. „Nec displicet nobis quod decimae praestentur quae lege divina praestantur seu debentur, vel per loci consuetudinem approbatam, cum usus longissimus per quem non praestantibus acquiri potest jus, in talibus observetur“

Nachdem nun einmal die weltlichen Fürsten selbst ihren Unterthanen die Last der Zehntpflichtigkeit auferlegt hatten, so säumten die Geistlichen und vorzüglich die Päpste nicht, diese Verpflichtung durch ihr geistliches Ansehn noch mehr zu bestärken, und sie als ein von Gott selbst vorgeschriebenes Gebot einzuschärfen. Im Jahr 1216 entschied Innocenz der dritte Can. cum non sit X. d. Decim.: „..... Cum autem in signum universalis dominii, quasi quodam titulo speciali, sibi Dominus decimas reservaverit: nos ..... statuimus, ut in praerogativam dominii generalis exactionem tributorum et censuum praecedat solutio decimarum etc.“ Man vergleiche überhaupt mit den so eben angeführten Gesetzen der Fränkischen Könige, deren Zahl sich leicht noch vermehren ließe, den Titel de Decim, (Lib. III. decretal. tit. XXX), und man wird nicht zweifeln können, daß der Ursprung der Zehnten so sey, wie es oben angeführt worden, und der Meinung der berühmtesten Canonisten (Van Espen, Héricourt u. s. f.) gemäß ist.

In Folge dieser Gesetze ward nun auch der Zehnte bis zu den letzten Zeiten fast von allen Grundstücken ohne Ausnahme erhoben. Selbst die fürstlichen Besitzungen waren, wie aus dem 4ten der so eben angeführten Capitularien (Carol. M. d. villis) erhellt, der Zehntpflichtigkeit unterworfen. Die Unterthanen zeigten aber von je her eine große Abneigung, sich dieser Last zu unterwerfen. In den ersten Zeiten wollten sie, wie es scheint, (M. s. N° 7 der eben angeführten Gesetze) den Zehnten nicht entrichten, wenn ihnen nicht eine gewisse Vergütung dafür würde (nisi quolibet modo ab eo [a populo] redimatur). Allein so lange die königl. Macht fest stand, und vorzüglich so lange Carl der Große lebte, blieb diese Widersetzlichkeit ohne Erfolg. Aber gegen das Ende der Carolinger, und besonders in den ersten Zeiten des dritten Geschlechts, ging mit der Erhebung des Zehnten hin und wieder eine wesentliche Veränderung vor, die indessen den Zehntpflichtigen nicht im mindesten zu Gute kam. In dieser für immer unheilvollen Periode bemächtigten sich die großen Vasallen oder Grundherrn so wie eines großen Theils der königl. Macht also auch der Zehnten. Zuweilen traten die Geistlichen ihr Zehnt-Recht einem mächtigen Grundherrn unter der Bedingung ab, ihnen Schutz gegen die

Angriffe der Barbaren und ihrer sonstigen Feinde zu gewähren. Arnold von Lübeck, ein Schriftsteller des 13ten Jahrhunderts, läßt (lib. III. cap. 18) den Kaiser Friedrich den ersten in einer im Rath der Fürsten gehaltenen Rede sich so ausdrücken: „scimus autem decimas et oblationes a deo sacerdotibus et levitis primitus deputatas; sed cum tempore Christianitatis ab adversariis infestarentur ecclesiae, easdem decimas praepotentes et nobiles viri ab ecclesiis in beneficio stabili acceperunt, ut ipsi defensores ecclesiarum fierent, quae per se obtinere non valerent." Nach den Sitten der damaligen Zeit ließen sich die weltlichen Herren von den Geistlichen mit dem Besitz der Zehnten förmlich belehnen. Daher denn auch diese Zehnten decimae infeodatae (dîmes inféodées) genannt wurden, welches sich auch dem Namen und der Sache nach bis zu den letzten Zeiten vor der Revolution erhalten hat. Diese Belehnungen geschahn indessen, wie schon der Ausdruck „praepotentes et nobiles viri" hinreichend beweist, nicht so freiwillig, als es scheinen mögte. Sie waren oft mehr ein Lösegeld pro redimenda vexa als eine Vergeltung für geleisteten Schutz. In der Wirklichkeit ging das Eigenthum der Zehnten an die Weltlichen selbst nicht einmal unter einem auch nur scheinbar rechtmäßigen Titel über. Viele Schriftsteller des 11ten, 12ten und 13ten Jahrhunderts klagen über die dabei vorfallenden Mißbräuche und Gewaltthätigkeiten. Odericus Vitalis lib. 5. historiar. schreibt: „Avidi quippe possessores terrenorum caducis inhiant . . . . . decimas, quas Dominus ab Israelitis per Moysen sibi ad usum Sanctuarii et Levitarum exegit, nostrates Laici retentant vel ministris ecclesiae, nisi magno redimantur pretio, reddere negant."*) Die Bischöfe selbst gaben oft aus niedrigen Beweggründen, um sich den Vornehmen gefällig zu zeigen, oder gar ihre Verwandten zu bereichern, die

*) Ordon d. St. Louis d'Avril 1222 (Ordon. d. Louv. tom. I. p. 50, 52 art. 8). „Decimae sane quibus fuit Ecclesia longo tempore per malitiam inhabitantium defraudata, statuimus et ordinamus, quod restituantur ecclesiis, et amplius laici non detineant decimas, sed eas ecclesiis libere habere permittant."

Zehnten an diese, welches der Papst Gregor der 7te (Decret. Grat. Caus. XVI. quaest. 7 can. 3) sehr strenge rügt, und verbietet. Die Bischöfe waren nämlich nach den ältesten canonischen Regeln die Aufseher und Verwalter aller Einkünfte der Kirche, welche sie nach Gutdünken, theils zu ihrem eigenen Unterhalt, theils zu dem ihrer Geistlichkeit, theils auch zur Unterstützung der Armen und zur Unterhaltung und Ausschmückung der Kirchen verwandten. (Capitular. Carol. M. 3tium incert. an. cap. 3. ap. Baluz. tom. I. p. 527; caus. XVI. quaest. 7. cap. 1). Sie waren ursprünglich hierbei an keine festen Regeln gebunden; doch durften sie das Kirchenvermögen nicht veräußern. Späterhin*) sollten die Bischöfe aus allen ihrer Verwaltung anvertrauten Einkünften (Zehnten, Opfern u. s. f.) vier Theile machen, wovon einer zu ihrem eignen Unterhalt, der zweite zu dem ihrer Geistlichkeit, der dritte zur Unterstützung der Armen und der vierte für den Bau der Kirchen bestimmt war. Hierbei blieb indessen die ganze Verwaltung noch immer den Bischöfen überlassen, die auch den Antheil eines jeden, wenn es ihnen gut dünkte, ändern durften. Späterhin indessen wurden theils einzelnen Geistlichen bestimmte Einkünfte auf Lebenszeit angewiesen, theils wurden deren auch mit gewissen Stellen auf immer verbunden; wobei dann auch die Verwaltung und Benutzung der Güter, woraus diese Einkünfte hergenommen werden sollten, an die Besitzer dieser Stellen überging. Bei dieser Vertheilung war es nun in Beziehung auf die Zehnten schon sehr früh**) als Regel angenommen, daß sie den Pfarrern des Orts, wo sie eingesammelt wurden, gebührten. Allein die Bi-

---

*) Dieses ward schon i. J. 494 verordnet. Decr. Grat. Caus. XII. quaest. 7. Can. 17 (quatuor). Dasselbe wird in den Capitularien wiederholt. Addit. 3tia ad Capitular. cap. 58 (ap. Baluz. tom. II. p. 1205) „quod in unaquaque ecclesia, cui episcopus praeest, quatuor tam de reditibus quam de oblationibus fidelium fieri debeant partiones; ut una sit Episcopi, altera clericorum, tertia pauperum, et quarta fabricis ecclesiasticis applicetur."

**) Can. Cum contingat (28) X. de Decimis. Van Espen jus Ecclesiast. Part. II. Sect. IV. tit. 2 cap. 3.

schöfe hatten einen großen Theil sich selbst, den Cathedral- und Collegiatkirchen, so wie den Abteien und Klöstern vorbehalten. Die Kirche erklärte dieses zwar im Ganzen als Mißbrauch, den sie indessen doch zu dulden für gut fand*). In dem 12ten und den folgenden Jahrhunderten schenkten sogar die Päpste selbst den Abteien und Klöstern sehr viele Zehnten**). Um dieses einiger Maßen zu rechtfertigen, fing man an***), einen Unterschied zwischen der Kirche und dem Altar zu machen, so daß man jedes weltliche Besitzthum zu der ersten, und nur die geistlichen Verrichtungen zu dem zweiten rechnete, ein Mißbrauch, wogegen zwar auch alle Verständigen eiferten, der sich aber dennoch erhielt. Um denselben minder drückend zu machen, übernahmen diejenigen Klöster u. s. f., welche in den Besitz der Zehnten gekommen waren, meistens die Verpflichtung, zur Bedienung der Kirche einen eigenen Geistlichen anzustellen und zu besolden. Allein die so angestellten waren meistens nur elende Söldlinge, ganz ungeeignet, das Volk durch ihr Wort zu belehren und durch ihr Beispiel zu erbauen. Die Zehntherrn behielten sich das Recht vor, sie nach Willkühr wieder zu entlassen, woher sie denn auch vicarii amovibiles genannt wurden. Dabei waren ihnen die Subsistenzmittel nur sehr karg zugemessen. Die eigentlichen Zehntherrn überließen ihnen dazu meistens einen geringen Antheil an dem Zehnten welcher ihre Competenz (portio congrua, portion congrue) †) genannt ward.

*) Gratian. Caus. XVI. q. 7. Can. 2, Innocent. III. Cap. 7 X. de his quae fiunt a praelato sine capituli consensu.

**) Besonders ward Grat. Caus. 16. q. 1. Can. 68 die Veranlassung, daß eine Menge Zehnten an die Klöster gegeben wurden. Allein dieser Canon ist höchst wahrscheinlich unächt, indem er erlaubt, den Klöstern Zehnten zu geben, zu einer Zeit (der des H. Hyeronimus), wo die Zehnten gesetzlich noch nicht bestanden. Van Espen jus eccl. Part. II. sect. IV. tit. II. cap. 5.

***) van Espen jus eccl. Part. II. sect. IV. tit. III. cap. I.

†) In den canonischen Rechten (§. 2. Cap. 2. de Decim. in 6; cap. 4 de Regularibus in 6) wird sie bald sustentatio ocmpetens, bald portio congrua genannt. Ueber den

Die Kirche und auch die weltlichen Fürsten erließen mehrere Verordnungen, nach welchen die von den Klöstern und Abteien zur Bedienung der Pfarren gewählten Geistlichen durchaus auf Lebenszeit ernannt werden sollten. Hierdurch entstanden diejenigen Pfarrer, die man bis zu den letzten Zeiten vor der Revolution „vicaires perpétuels“ nannte. Allein nicht allenthalben hatten die Befehle der Kirche und der Fürsten hierin den erwünschten Erfolg. Kräftiger durchgreifend waren diese Verordnungen in Beziehung auf den Betrag der Subsistenzmittel, welche diesen Vikarien gereicht werden mußten. In Frankreich hatten mehrere Könige hierüber Verordnungen erlassen. Unter Carl dem 9ten ward dieselbe zu 120 Liv., unter Ludwig dem 14ten*) für die beständigen Vikarien zu 300 Liv., und für die eigentlichen Vikarien zu 150 Liv. jährlich, von allen Lasten frei, festgesetzt, wobei sie noch die Opfer und sonstigen zufälligen Rechte bezogen. Die Vikarien hatten dabei die Wahl, sich entweder diese Summe auszahlen zu lassen, oder sich mit dem ihnen angewiesenen Theil des Zehntens zu begnügen. Die umständlichste und wichtigste Verordnung über den Betrag und die Entrichtung dieser portion congrue ist die von Ludwig dem 15ten im Mai 1768 erlassene, deren vollständigen Text man unter den Urkunden, die Hericourt seinem Werk angefügt hat, findet. Nach derselben behielten die Pfarrer und Vikarien das Recht, entweder die ihnen bis dahin angewiesenen Grundstücke, Zehnten u. s. f., wie hoch die Einkünfte derselben auch seyn mochten, zu behalten, oder sie den Zehntherrn abzutreten, und sich dafür von denselben ihre jährliche Competenz, die für die Pfarrer und lebenslänglichen Vikarien auf den Geldwerth von 25 Scheffel Weizen und für die Vikarien auf den Werth von 7 Scheffel Weizen (Paris. Maß) festgesetzt ward, reichen zu lassen. Dieser Geldwerth selbst ward mit Rücksicht auf die damaligen Fruchtpreise für die Erstern zu 500- und für die Zweiten

---

Ursprung der vicarii perpetui und vicarii amovibiles, so wie der portio congrua sehe man besonders van Espen jus ecclesiast. Part. II. Sect. IV. tit. III.

*) Durch die Erklärung vom 29ten Jan. 1686 (Cod. Neron. tom. II. pag. 201).

zu 200 Liv. bestimmt. — Auf diese geringen Hülfsmittel waren in Frankreich fast alle Pfarrer auf dem Lande, d. h. der wichtigste und nützlichste Theil der Geistlichkeit beschränkt. Den ganzen übrigen Ertrag der Zehnten nahmen die sogenannten großen Zehntherrn (les gros décimateurs) *), welches größtentheils Cathedralkirchen, Collegiatstifter, Abteien und Klöster, hin und wieder auch Laien waren, weg. Was diese letztern betrifft, so konnten sie sich unmöglich ein Gewissen daraus machen, sich der Zehnten zu bemächtigen, da sie das unverantwortliche Betragen der höhern Geistlichkeit in dieser Hinsicht vor Augen hatten. Die Kirche und besonders die Päpste hatten indessen mit der höhern Geistlichkeit sehr große Nachsicht; aber desto mehr eiferten sie gegen den Besitz der Zehnten durch die Laien. Ein Canon, den Gratian als in dem (im Jahr 1078 unter Gregor dem 7ten gehaltenen) Concil. vom Lateran erlassen, in sein Decret aufgenommen hat **), gebot den Laien unter Strafe der ewigen Verdammniß, alle Zehnten, welche sie besäßen, da sie zum Genuß der Frömmigkeit bestimmt wären, wieder herauszugeben. Diese Entscheidung eines Conciliums, welches nicht zu den allgemeinen gehört, scheint indessen nur wenig Gehorsam

*) So hießen sie, weil sie die sogenannten grosses dîmes (decimae grossae) d. h. die Zehnten von den Hauptfrüchten, wozu man das eigentliche Getreide (Korn und Waizen, nicht allenthalben Gerste, Hafer und Heu), und besonders auch Wein rechnete, bezogen. Die Zehnten von Gemüsen, Bohnen, an einigen Orten auch von Gerste u. dgl. wurden kleine Zehnten (menues dîmes, decimae minutae), auch wohl grüne Zehnten (vertes dîmes) genannt. Diese letzten Zehnten, eben so die von Neubruch, gehörten dem Pfarrer. Ueber die Bedeutung des Wortes Neubruch (novale) und überhaupt über diese Materie s. m. van Espen jus eccles. Part. II. Sect. IV. tit. II. cap. 6.

**) Cap. I. Caus. XVI. quaest. 7. „Decimas, quas in usum pietatis concessas canonica autoritas demonstrat, a Laicis possideri apostolica autoritate prohibemus. Sive enim ab Episcopis, vel Regibus, vel quibuslibet personis eas acceperint, nisi Ecclesiae reddiderint sciant se sacrilegii crimen committere et aeternae damnationis periculum incurrere etc."

gefunden zu haben. Die Laien verweigerten mit Hartnäckigkeit die Herausgabe der Zehnten, welches hin und wieder Unruhen und Aufruhr veranlaßte. Der Papst Gregor selbst empfahl (Epist. 5. lib. 9) seinem Legaten in England, welcher über einige Ritter, die sich im Besitz der Zehnten behaupteten, den Bannfluch ausgesprochen hatte, in dieser Sache mit großer Schonung und Mäßigung zu verfahren (quaedam parcendo, nonnulla dissimulando . . . ., ut non ex severitate judicii deteriorandi occasionem sumant: sed suspenso nunc judicio spatium recognoscendi aequitatem habentes, postmodum facilius acquiescant). In diesem Zustand schleppten sich die Sachen hin bis zu dem dritten Concilium vom Lateran, dem 11ten unter den allgemeinen, welches i. J. 1179 unter Alexander dem dritten gehalten ward, und in dieser Sache Epoche macht. Der 14te Canon desselben sagt: „Prohibemus ne Laici decimam cum animarum suarum periculo detinentes in alios Laicos possint aliquo modo transferre: siquis vero receperit et non reddiderit, christiana sepultura privetur.“ Cap. 19, X. de Decim.) Die Auslegung dieses Canon hat ein sonderbares Schicksal gehabt. Da derselbe nur die fernere Uebertragung der Zehnten an andere Laien verbietet, so schlossen Einige hieraus, das Concilium habe alle Laien, welche schon damals den Zehnten auf eine rechtmäßige Art erworben hatten, in ihrem Besitz bestätigt. Andere hingegen schlossen aus den Worten: „cum animarum suarum periculo detinentes“, daß es den Laien überhaupt den Besitz der Zehnten verboten habe. Die erstere Meinung, obschon dem Text des Canon minder entsprechend, gewann indessen allmählig die Oberhand *), so daß auch die folgenden Päpste selbst sie, besonders in Beziehung auf die Zehnten, welche die Laien durch Belehnung erhalten hatten, gebilligt zu haben schienen. So schreibt der Papst Innocenz der dritte (Cap. 25 de Decim.): „Nec occasione decimationis antiquae (licet in feudum decimae sint concessae) sunt decimae novalium usurpandae, cum in talibus non sit exten-

*) Van Espen jus ecclesiast. Part. II. sect. IV. tit. II. cap. 4, N° 28—36.

denda licentia, sed potius restringenda.“ Alexander der Vierte, welcher (Cap. 2 § sane, de Decim. in 6) i. J. 1258 den Geistlichen erlaubte, die Zehnten mit Genehmigung der Bischöfe aus den Händen der Weltlichen anzunehmen, oder von diesen zu erwerben, setzt hinzu: „Illas autem decimas intelligimus posse taliter a Religiosis de manibus Laicorum recipi vel acquiri, quae ante Lateranense Concilium ipsis Laicis in feudum perpetuo fuere concessae.“ Nach der allgemeinen Meinung aller Canonisten ward hier unter dem Concilium v. Lateran das dritte v. J. 1179 verstanden, so daß man durchaus annahm, die Laien dürfen alle Zehnten, welche sie schon vor diesem Concilium rechtmäßig, besonders durch Belehnung erworben hätten, für sich behalten; und sie seyen nur verpflichtet, die später erworbenen und übertragenen der Kirche wiederzugeben; welches auch in die Ausübung überging. Was den Beweis über das Alter dieser Belehnungen betrifft, so verlangte man anfangs die Auflegung der Belehnungs-Urkunden. In den spätern Jahrhunderten aber, wo dieses unmöglich war, wurden alle Zehnten, wofür die Laien einen hundertjährigen oder auch einen unvordenklichen Besitz nachweisen konnten, angesehn, als seyen sie schon vor dem dritten Concilium v. Lateran in weltliche Hände übergegangen. Einige verlangten jedoch zwar nicht die Auflegung der ursprünglichen Belehnungs-Urkunde, doch einer solchen, die auf die erstere hinwiese (des actes sinon constitutifs au moins énonciatifs) *). — Das hier Vorgetragene enthält die Ansichten fast aller Canonisten sowohl in- als außerhalb Frankreichs über diesen Gegenstand. Heri-

*) Van Espen jus ecclesiast, Part. II. sect. IV. tit. I. cap. 4 N° 37. Du-Cange Glossar. art. Decim. M. s. auch die Note von Lauriere zu Ordonnanc. tom. I. p. 103, 104. Derselbe bemerkt, daß diese Belehnungsurkunden ehmals fast alle in dem Archiv der Oberrechenkammer aufbewahrt worden seyn, daß aber ein in der Oberrechenkammer in einem Jahr, das er nicht angibt, ausgebrochener Brand sie fast alle verzehrt habe. M. s. f. die interessante Instruction, welche die National-Versammlung i. J. 1790 über die Regulirung der Entschädigung wegen der dixmes inféodées erließ, Art. II. (Desen. tom. XIII. p. 526, 528).

court (Lois eccles H. I. in der Einl. zu chap. IX.) leitet jedoch die Rechtmäßigkeit des Zehntenbesitzes durch die Laien aus einem andern Titel her. Er behauptet, ohne jedoch besondere Gründe dafür vorzubringen*), der 14te Canon des dritten Concil. v. Lateran (v. J. 1179) sey in Frankreich nicht angenommen. Gewiß ist es indessen, daß die Parlamente, auch selbst diejenigen Zehnten, welche erst nach dem dritten Concil. v. Lateran aus den Händen der Geistlichen in die der Laien übergegangen waren, als rechtmäßig erworben schützten, wenn nur der Kaufschilling oder die dafür erstattete Vergütung zum Vortheil der Kirche verwendet worden war (Hericourt H. II. N° 47). Ueberhaupt wurden diese den Laien gehörigen Zehnten, die man zuletzt, ohne nur an die Art, wie und unter welchem Titel sie erworben waren, zu denken, ohne Unterschied „dixmes inféodées" nannte, als gewöhnliches freies weltliches Eigenthum angesehn. Sie wurden nicht allein durch Belehnung übertragen, sondern vererbt, verkauft, verschenkt u. s. f. Ja es gab viele Provinzen von Frankreich, wohin die südlichen überhaupt, und insbesondere die längs der spanischen Gränze (Soule, Navarra u. s. w.) gehörten, wo alle Güter Allodien waren, und man das Lehnswesen fast gar nicht kannte. Allein gerade dort gab es die meisten Zehnten, die sich in weltlichen Händen befanden. Alle diese von Weltlichen besessenen Zehnten wurden in dem Grade als weltliches Eigenthum angesehn, daß die Entscheidung aller darüber entstehehenden Streitigkeiten zur Competenz der weltlichen Gerichte gehörte. Nur wenn diese Zehnten ganz unbedingt und ohne alle List wieder in geistliche Hände kamen, nahmen sie ihre vorige geistliche Natur wieder an, so daß Strei-

---

*) Art. 74 des libert. d. l'Eglise Gallican. wird die Befugniß des Zehntenbesitzes durch Laien unter die besondern Privilegien der Französ. Kirche gezählt. „J'oseray encore mettre entre les privileges, mais non ecclésiastiques, le droit de tenir dixmes en fief par gens purs laies. Ce qu'on ne peut rien avoir prins son origine d'une licence, et abus commencé sous Charles Martel maire du palais, et continué principalement sous les roys de sa race, et néantmoiens toleré pour aucunes considerations etc.

tigkeiten darüber wieder zu der Competenz der geistlichen Gerichte gehörten. Wenn indessen diese Rückkehr entweder unter der Bedingung einer Lehnspflichtigkeit oder in Verbindung mit einem andern Gut, dem das Zehntrecht zustand, geschah, so blieb der zurückgekehrte Zehnte auch in den Händen der Geistlichkeit durchaus weltlich. Dennoch trugen alle unter dem Namen der „dixmes inféodées" begriffenen und den Weltlichen zugehörigen Zehnten noch Merkmale genug an sich, woraus man ihre ursprünglich geistliche Natur erkannte. In Frankreich war mit dem Besitz derselben fast ohne Außnahme die Verpflichtung verbunden, die Competenz (portion congrue) des Pfarrers entweder ganz oder theilweise oder wenigstens subsidiarisch abzutragen. In den südlichen Provinzen längs der Gränze von Spanien wurden die Besitzer dieser Zehnten sogar Aebte (abbés), und die Häuser, womit das Zehnt-Recht verbunden war, Abteien genannt*). Gleichwohl haben, besonders in den neuesten Zeiten Einige aus diesen dixmes inféodées den Beweis herleiten wollen, daß die Zehnten eigentlich nicht geistlichen Ursprungs seyen. — Die Befehle der Kirche und vorzüglich das Concilium v. Lateran hatte Schrecken unter die Laien, welche sich der Zehnten bemächtigt hatten, verbreitet. Man sah gleich darauf eine Menge von Grundherrn die Zehnten der Kirche wiedergeben**); welches indessen meistens nicht an die Pfarreien,

*) M. s. Du-Cange Glossar. ad voc. Abbates milites und Abbates laici.

**) Auch mehrere fromme Fürsten unterstützten dieses gottgefällige Werk. Die Verordnung Ludwigs d. H. vom Juli 1269 (Ordon. tom. p. 102) enthält: „Notum facimus quod nos divini amoris intuitu et pro remedio animae nostrae ac animarum inclite recordationis Regis Ludovici, genitoris nostri, et reginae Blanchae, genitricis nostrae, et aliorum praedecessorum nostrorum, quantum in nobis est, volumus et concedimus, quod omnes personae laicales decimas percipientes ab aliis in terra nostra et in feodis nostris moventibus mediate vel immediate, quas ecclesiae perciperent, si eas laici non haberent, possint eas relinquere, dare et alio quocumque justo et licito modo ecclesiis concedere tenendas in perpetuum, nostro vel successorum nostrorum assensu minime requisito etc.

denen sie ursprünglich zugehörten, sondern an Abteien und Klöster, die man vorzugsweise als die Sitze der Frömmigkeit ansah, geschah; woher denn auch in den letzten Zeiten sich vorzüglich Klöster u. dgl. im Besitz der Zehnten befanden. Nirgends scheint dieses häufiger geschehn zu seyn, als in Flandern. Man findet, sagt Warnkönig (M. s. den ersten Band seiner Flandrischen Staats- und Rechtsgeschichte. Tübing. 1835 p. 443) eine Menge Diplome schon aus dem zehnten Jahrhundert, vorzüglich aber aus dem 13ten und später, worin in Flandern Zehnten verschenkt, verkauft, vertauscht, zu Lehen gegeben werden u. s. f. Die Veräußerer derselben sind (einige Infeodations-Acte abgerechnet) stets weltliche Grundherrn und zwar meistens der Graf oder dessen Vasallen mit seiner feierlichen Zustimmung ..... Die Erwerber sind fast immer Klöster, Abteien .... Hospitäler u. s. w., hier und da Pfarrkirchen, seltener Laien. Man bemerkt, daß nach dem bekannten Lateranischen Concilium v. J. 1179 die Veräußerungen der Zehnten von Seiten ihrer weltlichen Herrn sich zu tausenden vermehren ..... Wenn die Zehnten geistlichen Ursprungs sind, wie kam es, daß sie sammt und sonders bereits im zehnten Jahrhundert sich im Besitze weltlicher Herrn befanden? u. s. f. Aus diesem hier so sehr hervorgehobenen Umstand, wenn er sich auch für Flandern vollständig erweisen ließe, folgt indessen weiter Nichts, als daß die Anmaßungen der Laien gegen den Besitz der Zehnten dort weit zahlreicher gewesen sind, als sonst irgendwo. Nur wenn man Diplome darüber vorbrächte, daß diese den Weltlichen zugehörigen Zehnten schon vor Einführung der geistlichen Zehnten in den Händen der erstern gewesen, oder woraus die Zeit und Gelegenheit, wann und wie sie von den Grundherrn den Unterthanen als besondere Lasten auferlegt worden, hervorgingen; würde daraus etwas gegen die allgemein angenommene Meinung von dem geistlichen Ursprung der Zehnten folgen. Allein die Grundherrn waren so wenig die ursprünglichen Erfinder der Zehnten, daß vielmehr ihre eigenen Grundstücke ebenfalls (der Geistlichkeit) zehntpflichtig waren*). Es gab sogar, in Frank-

*) Hericourt Loix Eccles. H. l. N° 11, van Espen jus Ecclesiast. Part. II. Sect. IV. tit. II. Cap. 7 N° 5—7.

reich wenigstens, (M. s. weiter unten) Ländereien, die eine Abgabe an den Grundherrn und den der Geistlichkeit gebührenden Zehnten zugleich entrichten mußten. Nur die den dîmes infeodées unterworfenen waren von der Entrichtung des Zehnten an die Geistlichkeit meistens frei*) woraus offenbar folgt, daß diese dîxmes infeodées nichts als die gewöhnlichen geistlichen Zehnten, welche die Laien erworben hatten, waren. — Daß der Geistlichkeit von den Fränkischen Königen das allgemeine Zehntrecht verliehn worden, ist eine welthistorisch bekannte Thatsache. Daß den weltlichen Grundherrn ein solches verliehn worden sey, oder daß sie selbst die Zehnten als eine ihnen allgemein von Grund und Boden zustehende Abgabe zu erheben sich beigelegt, oder auch bei der Abtretung bestimmter Grundstücke vorbehalten haben, davon ist (wenige einzelne Fälle abgerechnet) nichts bekannt. Aber sehr bekannt ist es, daß sie sich beim Steigen ihrer Macht der geistlichen Zehnten bemächtigt haben, so wie daß die Kirche allezeit gegen diese Eingriffe, als gegen Kirchenraub, auf das heftigste geeifert und die Rückerstattung der Zehnten an die Kirche befohlen hat. Warnkönig bemerkt selbst a. a. O., daß die Abtretungen der Zehnten an die Kirchen sich nach dem Concilium vom Lateran außerordentlich vermehren. Wie kann man also zweifeln, daß diese Uebergänge der Zehnten an die Kirchen eigentlich Rückerstattungen sind, welche die Grundherrn, um ihrem Gewissen zu genügen, machten, oder vielleicht um den äußern Schein zu retten, unter einem Verkauf für einen sehr geringen Preis u. dgl. versteckten. Man beruft sich zwar (Warnkönig a. a. O. S. 448) auf eine Urkunde v. J. 961, worin der Graf Arnulph dem Stift von St. Doras in Brügge alle Zehnten von Flandern schenkt, welche seine Vorfahren von den römischen Päpsten für die Bekämpfung der Vandalen!! zu Lehn erhalten hätten. Es ist nicht einmal nöthig, auf die Gründe aufmerksam zu machen, welche diese Urkunde der Verfälschung mehr als verdächtig machen, deren Gewicht Warnkönig

*) Hericourt Loix Ecclesiast. (édit. d. 1774) H. l. Introduct. a. chap. IX. p. 104 not. 1); wo noch auf Lacombe jurisprud. canoniq. au mot dixme, sect. 15 N° 11 verwiesen wird.

selbst anerkennt. Auf jeden Fall indessen enthält dieselbe keinen acte constitutif, sondern nur einen acte énonciatif. Die Päpste haben zwar häufig den weltlichen Fürsten in ihren Nöthen, vorzüglich zur Bekämpfung der Ungläubigen, erlaubt, für einige Jahre einen Theil der Einkünfte der Geistlichen, namentlich der Zehnten, zu verwenden. Daß sie aber geistliche Zehnten für immer an Weltliche verschenkt hätten, davon möchte es vielleicht gar kein oder nur höchst seltene*) Beispiele geben. Allein wenn wir auch wirklich der Urkunde des Grafen Arnulph gemäß annehmen wollten, die Päpste hätten die Zehnten Flanderns seinen Vorfahren geschenkt, unter welchem Titel und mit welchem Recht hätten die erstern dieses thun dürfen, wenn sie nicht die Zehnten ohne Ausnahme als geistliches Eigenthum, und sich für die unbeschränkten Verwalter und Vertheiler desselben angesehn hätten? — Es gab indessen allerdings einige Zehnten — allein von diesen ist hier nicht die Rede — welche sich der Grundherr für die Abtretung oder Benutzung eines Grundstücks als Lehnzins, Rente oder Erbpacht ausbedungen hatte. Diese Zehnten, welche man auch durch einen besondern Namen, decimae dominicae, indominicatae, salicae, von den gewöhnlichen unterschied, lassen sich indessen um so weniger mit diesen letztern verwechseln, als von Grundstücken, welche den Zehnten der ersten Art unterworfen waren, die zweiten noch obendrein bezahlt werden mußten. Man sagte von diesen Grundstücken, auch sie müssen den Zehnten oder Neunten bezahlen. Nachdem nämlich zuerst von dem ganzen Ertrag des Grundstücks der zehnte Theil weggenommen worden, nahm man von dem Rest noch den neunten, welches also nochmals den zehnten Theil des Ganzen ausmachte. Auch die Kirchen hatten, und zwar schon sehr früh, ihre Grundstücke (oft auf Befehl der Fürsten) unter dieser Bedingung abgetreten. Das i. J. 756 zu Metz (unter Pipin) verfaßte Capitular enthält N° 4. (Baluz. tom. I. p. 178 „ut illi homines qui res ecclesiasticas *per verbum Domini*

---

*) Die Könige von Spanien hatten von den Päpsten ein immerwährendes Recht auf den dritten Theil der Zehnten. Van Espen jus Ecclesiast. Part. II. sect. IV. tit. II. cap. 4. N° 12, 13.

Regis tenent, sic ordinatum est, ut illas domos Episcopi vel monasterii, cujus esse noscuntur, juxta quod de ipsis rebus tenent, emendare debeant, ut illos census vel illas *decimas ac nonas* ibidem dare pleniter debeant sicut ad Vernum ordinavimus*). In Frankreich gab es bis zu den letzten Zeiten (vor der Revolut.) viele Grundstücke, welche auf diese Weise mit einem doppelten Zehnten, dem geistlichen, der fast immer zuerst genommen war, und dem grundherrlichen, welcher auf immer gerade den zehnten Theil ausmachte, belastet waren**). Man machte indessen von jeher einen so großen Unterschied zwischen diesen beiden Arten von Zehnten, daß der eigentlich grundherrliche auch jetzt, nachdem der geistliche Zehnten längst aufgehoben worden, zum Theil noch besteht. — Die Constituirende hob durch Art. 5 der Gesetze vom 4ten, 6ten, 7ten und 11ten Aug. 1789 [Desen. tom. I. p. 2) alle den geistlichen und zur todten Hand gerechneten Corporationen und Personen, so wie die den geistlichen und militairischen Ritterorden gehörigen Zehnten und eben so alle Abgaben, welche die Stelle dieser Zehnten vertraten (ohne alle Entschädigung)***) auf, und erklärte alle übrigen Zehnten für ablösbar. Das Decret über die Feudal-Rechte

*) Viele ließen die mit diesen doppelten Zehnten (decimis et nonis) belasteten Grundstücke unbebaut liegen, und nahmen fremde Aecker in Bau; welches Ludwig der Fromme (Capitular. a. 829 Cap. 10 ap. Baluz. tom. I. p. 666) unter Strafe, daß die Zuwiderhandelnden den 9ten und 10ten für drei Jahre cum sua lege bezahlen sollten, verbot.

**) Hericourt Loix Ecclésiastic. H. I. introduct. au Chap. IX. p. 103, 104.

***) Zu diesen Zehnten rechnete sie noch mêm. art.: „celles qui auroient été abandonnées à des laies en remplacement et pour option de portion congrue.“ Um dieses richtig zu verstehn, muß man sich aus dem eben gesagten erinnern, daß, wenn die Pfarrer sich ihre Competenz in Geld bezahlen ließen, sie ihren Antheil am Zehnten den gros decimateurs abtreten mußten. Dieser letztere Theil des Zehnten ward, da der Staat die Besoldung der Geistlichen übernahm, also auch mit Recht zu den ohne Entschädigung aufgehobenen gerechnet.

vom 15ten März 1790 rechnete Tit. III. Art. 1, 2 N° 1 (Desenne tom. V. p. 343, 351) dahin namentlich alle diejenigen dîmes infeodées, welche als Vergütung für die Abtretung des Grundstücks entrichtet würden (que sont le prix et la condition primitive de fonds). Dieses letztere sollte dabei (Art. 1) bis zur Lieferung dis Gegenbeweises vorausgesetzt werden. Das Decret spricht sich gar nicht darüber aus, wem eigentlich im Fall der Ablösung die Verpflichtung den Zehntherrn zu entschädigen zur Last fallen solle. Allein es verstand sich gleichsam von selbst, und geht auch aus dem Sinn und den Worten des Decrets genügend hervor, daß diejenigen, welche bei der Ablösung gewonnen, oder die Zehntpflichtigen, auch gehalten seyn sollten, diese Entschädigung zu leisten. Späterhin bedachte man indessen näher, daß diese dimes infeodées zum größten Theil ursprünglich geistliche Zehnten seyn, daß also, wie man die letztern ohne irgend eine Entschädigungs-Verpflichtung aufgehoben, so daß diese Aufhebung ein reines Geschenk für die Zehntpflichtigen sey, dieselbe Regel auch für die dimes infeodées gelten müsse. Diesen Ansichten gemäß wurden die dîmes infeodées durch ein anderes Decret der Constituirenden (vom 14ten und 20ten April 1790 Art. 3 Desen. tom. XI. p. 34) vom Januar 1791 an gänzlich aufgehoben, doch so, daß die Besitzer aus der Staats-Kasse entschädigt werden sollten. Unter diese letztere Cathegorie setzte das Dekret v. 23ten und 28ten October 1790 über den Verkauf und die Verwaltung der National-Güter u. s. f. (tit V. art. 14 Desen. tom. XIII. p. 455, 469) alle diejenigen Zehnten, welche die Laien nicht allein durch Belehnung, sondern unter einem lästigen Titel, von den Geistlichen erworben hätten; wenn zugleich die dafür geleistete Vergütung (der Kaufpreis u. dgl.) zum Vortheil der Kirche verwendet worden wäre. Dasselbe Decret nahm indessen (id tit. art. 14) von dieser Regel diejenigen dixmes infeodées aus, von welchen sich urkundlich (par titre) erweisen ließe, daß sie die Stelle des Preises der Abtretung eines Grundstücks verträten. Diese letztern Zehnten blieben alle bestehn und wurden nicht von dem öffentlichen Schatz abgelöst, sondern die Zehntpflichtigen mußten dieses (art. 14), wenn sie es anders wollten, unter den durch das Gesetz vom 3ten Mai 1790 (Desen. tom. V. p. 353) für

die Ablösbarkeit des champart festgesetzten Bedingungen selbst thun. Nachdem alle diese Decrete erlassen waren, bemerkte man, daß der Ausdruck „dîmes inféodées“ doch noch einen etwas zweideutigen Sinn darbiete, so daß die Constituirende es für zweckmäßig hielt, denselben näher zu erläutern. Dieses geschah durch die Instruction, die sie den 30ten Juli 1791 (Desen. tom. XIII. p. 525—538) den Distrikts- und Departements-Verwaltungen in Beziehung auf die Festsetzung der Entschädigung für die aufgehobenen Zehnten zukommen ließ, und welche Manches historisch merkwürdige über das Zehntwesen in Frankreich enthielt. — Qu'est-ce donc, heißt es (art. 1. p. 521) que l'assemblé a entendu par la dénomination de dîmes inféodées? Elle a entendu les dîmes possédées par les laïes, et que des idées vraies ou fausses mais généralement répandues faisoient regarder comme ayant été ecclésiastiques dans leur origine . . . . . Elle a ordonné à plus forte raison, le remboursement de dîmes *certainement* ecclésiastiques, qui ont passé dans les mains des laïes, non pas a titre de fief, mais seulement à titre onéreux . . . . Die Instruction schreibt daher (art. 1, 2) vor, daß man nicht sosehr auf die Belehnungs-Acte, als vielmehr darauf sehn solle, ob die in den Händen der Laien befindlichen Zehnten ursprünglich geistlich gewesen seyen, zu dessen Ermittelung sie mehrere Maßregeln vorschreibt. Wir müssen indessen wegen des Nähern auf den Text der Instruction verweisen. — Doch durch alle diese Decrete war die Zehnten-Gesetzgebung in Frankreich noch nicht vollendet. Das in einer wildern Zeit (nach dem Sturz des Thrones) erlassene Gesetz vom 25ten August 1790 (Desen. tom. V. p. 425, 426, 427), welches die Vertilgung des letzten Restes des Lehnwesens bezweckte, erklärte Art. 5 alle durch das Gesetz vom 15ten März 1790 beibehaltenen Rechte, namentlich auch die dixmes inféodées, in sofern sie die Natur einer Lehnspflichtigkeit oder eines Lehnzinses an sich trugen, für gänzlich und ohne Entschädigung aufgehoben, wenn nicht aus der Rechts-Urkunde (acte primordial d'inféodation, d'accensement ou de bail) die im Original beigebracht werden mußte, deutlich erhellte, daß sie der Preis für die Abtretung eines Grundstücks wären. Endlich wurden durch das Decret des National-Convents vom

17ten Juli 1793 Art. 1, 6 (Desen. tom. V. p. 437) auch selbst die durch das vorige Gesetz vom 25ten August 1790 beibehaltenen Rechte, in so fern sie die Spur irgend einer Lehnspflichtigkeit an sich trügen, ohne Entschädigung abgeschafft. Hierbei blieben (Art. 2) dennoch diejenigen Zehnten bestehn, für deren Entrichtung irgend ein Grundstück ohne alle Lehnspflichtigkeit oder Unterthänigkeit abgetreten war, welches indessen der Zehntherr zu beweisen hatte. Dieses ist der letzte Zustand der Gesetzgebung über diesen Gegenstand in Frankreich, wonach auch der Cassationshof zu urtheilen pflegte. M. s. Merlin Repert. art. dixmes, und Rentes foncieres § VI. N° 1, besonders Questions d. droit V° dixme § 2. In derselben Form ward sie auch gleich Anfangs in den von Deutschland an Frankreich abgetretenen Theilen des linken Rheinufers eingeführt. In Beziehung auf die Aufhebung des Zehnten sehe man auch noch die in der National-Versammlung darüber gehaltenen Reden (Choix de rapports, opinions et discours prononcés à la tribune nationale tom. I. p. 77—88). Diese Aufhebung fand zufällig Widerspruch von Seiten eines Mannes, von welchem man ihn nicht erwartet hatte. Der Abbé Sieyes sprach zwar nicht für die Beibehaltung der Zehnten, allein er erklärte sich doch dagegen, daß sie ohne Entschädigung abgeschafft würden. Er glaubte, dieses wäre ein Geschenk, welches den Grundeigenthümern *), d. h. den Reichen, auf Kosten der Nation gemacht würde. Allein die Constituirende beabsichtigte dadurch nur die Entfesselung und den freien Gebrauch des Eigenthums zu bewirken, und es blieb ihr vorbehalten, die Grundeigenthümer zu den Staatslasten auf andere

*) Diese Aufhebung kam doch nicht in allen Fällen dem Herrn des Bodens allein zu gut. Von den Feldern, worauf der Zehnte und zugleich ein champart lastete, sollte nach Art. 2 des Decr. vom 7ten Junius 1791 (Desen. tom. XIII. p. 510), wenn der Zehnte vor dem champart erhoben ward, von nun an der letztere von allen auf dem fraglichen Feld erzeugten Früchten (den Zehnten mitgerechnet) genommen werden. Nur wenn der champart vor dem Zehnten genommen ward, kam (Art. 1) der letztere ganz dem Herrn des Bodens zu Gut. M. v. n. Decr. vom 7ten—12ten Junius 1791 (Desen. ibid.).

Weise gehörig heranzuziehen. Auch konnte es nicht ausbleiben, daß in einem Augenblick, wo eine so große Masse von Grundeigenthum (alle geistlichen Güter) in die Hände der Nation übergehen sollte, die Entfesselung desselben vorzüglich zum Vortheil derjenigen ausschlüge, die es zu bebauen und zu benutzen verstanden, wie es auch die Erfahrung über alle Erwartung bestätigt hat.

Beilage Lit. F.

(Zu Theil II. S. 721 *)

Establissement*) fait entre les Clercs, le Roy [Philippe Auguste] et les Barons [sans date] Ordon. du Louv. tom. I. p. 39.

1) Primum Capitulum est, quod Clerici trahunt causam feodorum in Curiam Christianitatis, propter hoc quod dicunt, quod fiducie, vel juramentum fuerunt inter eos, inter quos causa vertitur, et propter hanc occasionem, perdunt Domini justitiam feodorum suorum.

Responsio.

In hoc concordati sunt Rex et Barones, quod bene volunt, quod ipsi cognoscant de perjurio et transgressione fidei, sed nolunt, quod cognoscant de feodo; et si convictus

*) (Not. de Lauriere) „(Stabilimentum). Ce mot dans ces temps-là signifioit une ordonnance, et Joinville l'emploie toujours ainsi, comme il paroist par ce qui suit de la page 122 de son histoire.“ Cy-après verrez comment St. Louis corriger ses Baillifs, juges et autres Officiers, et les beaux establissemens nouveaux qu'il fut, et ordonna estre gardez par tout son Royaume de France etc. — On dira peut-être que ce n'est ici qu'une convention, qui fût faite sous le regne de Philippe Auguste, entre les Cleres et les Barons, mais il faut observer que le Roy étoit à la tête des Barons, qui donnoit à cette convention force de loi etc.“

fuerit de perjurio, vel transgressione fidei, injungant eis penitentiam, sed propter hoc Dominus non amittat justitiam feodi, nec propter hoc se capiant ad feodum.

Praeterea volunt Rex et Barones, quod vidua possit conqueri regi, vel Ecclesie de dotalitio suo, et si conquesta fuerit Ecclesia, et ille a quo petit dotalitium, dicat quod respondebit coram Domino de quo feodum movet, Ecclesia potest cogere ipsum ad respondendum et decidere causam inter eos de jure.

2) Secundum Capitulum, quod quando Clericus capitur pro aliquo forifacto, unde aliquis debet vitam vel membrum perdere, et traditur Clerico ad degradandum, Clerici volunt illum degradatum omnino liberare, ad quod respondetur.

Quod Clerici non debent eum degradatum reddere Curie, sed non debent illum liberare, neque ponere in tali loco ubi non possit capi, sed justitiarii possunt illum capere extra ecclesiam vel caemeterium et facere justitiam de eo, nec inde possunt trahi in causam.

3) De decimis ita statutum est quod decime reddantur, sicut hactenus reddite fuerunt*) et sic debent reddi.

4) Quartum quod nullus Burgensis, vel villanus, potest filio suo clerico medietatem terre sue vel plusquam medietatem donare, si habuerit filium vel filios, et si dederit ei partem citra medietatem, ipse clericus debet reddere tale servitium et auxilium quale terra debebat dominis quibus debebatur. Sed non poterit tellari, nisi fuerit usurarius, vel mercator, et potest decessum suum, terra redibit ad proximiores parentes. Et nullus Clericus potest emere terram, quin reddat domino terre tale servitium, quale terra debet.

---

*) Ainsi en Normandie on ne payoit point la dixme des foins, des genets, et des bois à moiens qu'ils n'eussent esté premièrement aumônez, comme le porte l'enqueste des droitures des Roys d'Angleterre en Normandie envers la cour de Ste. Eglise, que Rhilippe Auguste fit faire, et qui se trouve au feüillet 9 du Regist. St. Just de la Chambre des Comptes. (Remarque de Laurière.)

5) Quintum capitulum est, quod Episcopi vel Archiepiscopi non debent requirere a Burgensibus, vel ab aliis tale juramentum, quod nunquam prestaverit ad usuram, neque prestabunt.

6) Si Clericus deprehensus fuerit in raptu, tradetur ecclesiae ad degradandum, et post degradationem potest eum capere Rex, vel justiciarius, extra Ecclesiam vel atrium et facere de eo justitiam et non poterit in causam (scil trahi).

7) Si Clericus aliquem qui non sit Clericus, traxerit in causam, super aliqua possessione, de qua nunquam fuit tenens, non debet eum trahere in Curiam Christianitatis, sed in curia Domini, ad quem spectat justitia, nisi ratione fundi terre ad christianitatem spectat justitia.

8) Item Clerici non debent excommunicare illos qui vendunt blada, vel alias mercedes diebus dominicis, neque illos qui vendunt Judeis, vel emunt ab illis, vel qui opera eorum faciunt. Sed bene volunt quod nutrices Judeorum excommunicentur.

9) Item super eo quod quando aliquis de voluntate sua se mittit in carcerem Regis, vel alterius, ubi Rex vel alius habet capitale, sive vitam, aut membrum perdere, ut redimatur, vel quando Rex, vel aliquis alius capit aliquem, pro redimendo suam vitam, vel membrum perdere et evadit de carcere, et fugit ad Ecclesiam, Ecclesia vult eum liberare et auferre domino redemptionem, respondent.

Quod ex quo aliquis de voluntate sua se mittit in carcerem alicujus ut redimatur, vel quando aliquis capitur pro catallo suam vitam vel membrum perdere, Ecclesia non debet Domino auferre catallum, vel redemptionem suam, neque illum liberare, si fugerit ad ecclesiam, sed potest custodiri extra ecclesiam, et extra atrium, nec custodes ex hoc poterunt causari de jure.

10) Item Clerici non possunt de jure excommunicare aliquem propter forifactum servientis sui, neque interdicere terram ejus priusquam Dominus fuerit super hoc requisitus, vel Baillivus ejus si Dominus fuerit foris paiscatus [hors du pays].

11) Item si aliquis scienter vel ignoranter forifecerit Ecclesiae non debet excommunicari vel ejus terra interdici, donec super hoc requisitus fuerit, vel Baillivus ejus si Dominus fuerit extra patriam.

12) Item quando aliquis citatur coram ecclesiastico judice, et ipsi judices compellunt eum in prima citatione jurare quod stabit mandato eorum, quamvis non defecerit de jure faciundo vel quamvis non sit excommunicatus. Respondetur quod hoc non debet fieri.

13) Item super eo quod Clerici aliquem trahunt in causam de servitute, et ille dicit se esse servum alterius, volunt quod ille respondeat in curia illorum, quamvis dicat se esse servum alterius, et cogunt ipsum ad respondendum coram ipsis per excommunicationem, vel illos excommunicant, qui ipsos manutenent: ad quod respondent quod ille debet respondere in curia illius cujus servum se esse profitetur.

Beilage Lit. G.

(Zu Theil II. S. 721 *.)

Lettres du Roy (Philippe Auguste) touchant le privilege des Clercs en matiere criminelle.

(Ordon, tom. I. p. 43 [sans date].)

1) Majori*) Senonensi et aliis majoribus et communiis. Mandantes vobis praecipimus et inhibemus, ne aliquem Clericum, de quo manifestum sit, quod sit Clericus, capiatis

---

*) Laurière remarque sur ce passage: Ce mandement est adressé aux Maires et aux Communes, parce que dans ces temps-là les Communes et les Maires exerçoient la justice temporelle dans les villes et les banlieues. En voicy une preuve tirée de la Charte de la Commune de Roye. Siquis forifactum de quo clamor in

vel arrestetis, neque incarceretis, nisi inventus fuerit ad presens forisfactum multri, raptus, incendii, adulterii, san guinis effusi per baculum vel per arma molata, vel per hujusmodi criminis magni.

2) Si autem captus fuerit ad hujusmodi presens forisfactum, eum reddatis judici ecclesiastico ad quem pertinebit justitia ad faciendum de eo quod secundum quantitatem forisfacti fuerit faciendum, nisi sit nox.

3) Quos autem sic captos propter noctem detinebitis non cum latronibus vel aliis malefactoribus eos in carcerem tradatis, sed ipsi in custodia eos honeste custodiatis et in crastino judici reddantur ecclesiastico.

4) Si vero aliquis captus fuerit qui non sit cognitus Clericus, quando constiterit ipsum esse Clericum, et requiretur ab Ecclesia, Ecclesiae reddatur.

5) Hoc idem praecipimus de viris religiosis.

---

presentia Majoris et juratorum fuerit; Major recto judicio juratorum super hoc emendationem accipiat talem, quod domus forisfactoris diruetur, si Major voluerit. Et si Major redemptionem accipiet de domibus diruendis, hujus redemptionis medietas erit nostra, et alia Burgensium . . . . . Forifactor autem si domum non habuerit, quae dirui debeat recto judicio juratorum, pro forifacto comprobato, a Villa bannietur ..... Siquis alium intra villam interfecerit, ubicumque malefactor inventus fuerit, de ipso vindicta accipiatur .... Si Major et jurati quempiam bannierint, qui post bannum in villa redierit de eo vindicta, sine emendatione nobis exhibenda, capiatur etc.

Beilage Lit. H.

(Zu Theil II. S. 721 *.)

Edit ou Ordonnance [du Boy St. Louis] touchant les Elections, les promotions, les Collations des Prelatures. (C'est ce qu'on appelle communement la Pragmatique de St. Louis) Ordon. tom. I. p. 97.

Ludovicus Dei gratiâ Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Pro salubri et tranquillo statu Ecclesiae regni nostri, nec non pro divini cultus augmento, et Christi fidelium animarum salute, utque gratiam et auxilium omnipotentis Dei, cujus soli ditioni, atque protectioni regnum nostrum semper subjectum extitit, et nunc esse volumus, consequi valeamus: quae sequuntur, hoc edicto consultissimo in perpetuum valeturo statuimus et ordinamus.

1) Ut Ecclesiarum regni nostri Praelati, Patroni, et beneficiorum Collatores ordinarii, jus suum plenarium habeant, et unicuique jurisdictio debite servetur.

2) Item Ecclesiae cathedrales, et aliae regni nostri liberas electiones *), et earum effectum integraliter habeant.

---

*) Le Roy Philippe Auguste ordonna la même chose par son testament (d. l'an 1190) articles 9 et 10 (Ordon. tom. I. p. 18, 20). „Art. 9. Si forte contigerit sedem episcopalem, vel aliquam abbatiam regalem vacare, volumus, ut Canonici Ecclesiae, vel monachi monasterii vacantis veniant ad Reginam et Archiepiscopum [Die Königin Mutter und den Erzbischof von Rheims hatte der König während seiner Abwesenheit im H. Land zu Verwesern seines Reichs ernannt], sicut ante nos venirent, et liberam electionem ab eis petant, et nos volumus quod sine contradictione eis concedant." — „Art. 10. Nos vero tam Canonicos quam monachos monemus, ut talem pastorem eligant, qui Deo placeat et utilis sit regno."

3) Item simoniae crimen pestiferum Ecclesiam labefactans, a regno nostro penitus eliminandum volumus et jubemus.

4) Item promotiones, collationes, provisiones et dispositiones praelaturarum, dignitatum vel aliorum quorumcumque beneficiorum, et officiorum ecclesiasticorum regni nostri, secundum dispositionem, ordinationem, determinationem juris communis, sacrorum conciliorum Ecclesiae Dei, atque institutorum antiquorum sanctorum Patrum, fieri volumus pariter et ordinamus.

5) Item Exactiones et onera gravissima pecuniarum, per curiam Romanae Ecclesiae regni nostri impositas, vel imposita quibus regnum nostrum miserabiliter depauperatum extitit, sive etiam imponendas, aut imponenda levari, aut colligi nullatenus volumus, nisi dumtaxat pro rationabili, piâ et argentissima causa, inevitabili necessitate, et de spontaneo et expresso consensu nostro, et ipsius Ecclesiae regni nostri.

6) Libertates, franchisias, immunitates, praerogativas, jura et privilegia per inclitae recordationis Francorum Reges praedecessores nostros et successive per nos Ecclesiis, monasteriis atque locis piis, religiosis, nec non personis ecclesiasticis regni nostri concessas et concessa innovamus, laudamus, approbamus et confirmamus per praesentes.

Harum tenore, universis justitiariis, officiariis et subditis nostris, ac loca tenentibus, praesentibus et futuris, et eorum cuilibet, prout ad eam pertinuerit, districte praecipiendo mandamus, quatenus omnia et singula praedicta, diligenter et attente servent, teneant et custodiant, atque servari et teneri, et custodiri inviolabiliter faciant; nec aliquid in contrarium quovis modo faciant, vel attentent, seu fieri, vel attentari permittant, transgressores, aut contrafacientes, juxta casus exigentiam tali poena plectendo, quod ceteris deinceps cedat in exemplum. In quorum omnium et singulorum testimonium, presentes literas, sigilli nostri appensione muniri fecimus. Datum Parisiis, anno Domini MCCLXVIII. Mense Martio.

Beilage Lit. I.

(Zu beiden Theilen.)

Ueber die Abschaffung der Sklaverei.

Lettres de Louis X. (Hutin) du 3. Juillet 1315 portant que les serfs du Domaine du Roy seront affranchis moyennant finance. (Ordon. d. Louv. tom. I. p. 583)*).

Louys par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre à nos amez et feaux Mestre Sence de Chaumont, et Maitre Nicolle de Braye, salut et dilection.

Comme selon le droit de nature chacun doit maistre franc. Et par aucuns usages ou Coustumes qui de grant ancienneté ont esté entroduites et gardées jusques cy en nostre Royaume, et par avanture pour le meffet de leurs predecesseurs, moult de personnes de nostre commun peuple, soient encheües en lien de servitudes et de diverses conditions, qui moult nous desplait. Nous considerants que nostre Royaume est dit, et nommé le Royaume des Francs, et voullant que la chose en verité soit accordant au nom, et que la condition des gents amende de nous en la venuë de nostre nouvel gouvernement. Par deliberation de nostre grant Conseil avons ordené et ordenons, que generaument par tout nostre Royaume, de tant comme il peut appartenir à nous, et à nos successeurs, telles servitudes soient ramenées à franchises, et à tous ceus qui de ourine (origine), ou ancienneté, ou de nouvel par mariage, ou par residence de lieus de serve condition, sont encheües,

*) Philipp der Lange erließ den 23ten Januar 1318 eine Verordnung die mit der hier abgedruckten fast wörtlich übereinstimmt. (Ordon. du Louv. tom. I. p. 653.

ou pourroient eschoir ou lien de servitudes, franchise soit donnée à bonnes et convenables conditions. Et pour ce, et specialement que nostre commun peuple qui par les Collecteurs, Sergens et autres officiaux, qui ou temps passé ont esté deputez seur le fait des main-mortes et formariages, ne soient plus gravez, ne domagiez pour ces choses, si comme il ont esté jusques icy, laquelle chose nous desplaist, et pour ce que les autres Seigneurs qui ont hommes de corps, preignent exemple à nous, de eux ramener à franchise, Nous qui de vostre leauté, et approuvée discretion nous fions tout à plain: Vous commettons et mandons par la teneur de ces lettres, que vous aliez dans la Baillie de Senlis, et és ressorts d'icelle, et à tous les lieus, Villes et Communautez, et personnes singuliéres qui ladite franchise vous requerront, traitez et accordez avecq eux de certaines compositions, par lesquelles soffisant recompensation nous soit faite des emoluments, qui desdites servitudes povient venir à nous et à nos successeurs, et à eus donnez *de tant comme il peut toucher nous*, et nos successeurs general et perpetuel franchises, en la maniere que dessus est dite, et selon ce que plus plainement le vous avons dit, declaré et commis de bouche. Et nous permettons en bonne foy, que nous pour nous et nos successeurs ratefierons, et approuverons, tendrons et ferons tenir et garder tout ce que vous ferez et accorderez sur les choses dessusdites, et les lettres que vous donnez sur nos traitiez, compositions et accords de franchisee à Villes, Communautez, ou personnes singulieres, nous les agreons des-orsendroit, et leur en dourons les nostres sur ce, toute fois que nous en serons requis. Et donnons en mandement à tous nos Justiciers et subgiets, que en ces choses ils obeissent à vous et entendent diligemmant. Donné à Paris le tiers jour de Juilliet, l'an de grace mil trois cent quinze.

ou pourroient eschoir ou lieu de servitudes, franchise soit donnée à bonnes et convenables conditions. Et pour ce, et specialement que nostre commun peuple qui par les Collecteurs, Sergens et autres officiaus, qui ou temps passé ont esté deputez seur le fait des main-mortes et formariages, ne soient plus gravez, ne domagiez pour ces choses, si comme il ont esté jusques icy, laquelle chose nous desplaist: et pour ce que les autres Seigneurs qui ont hommes de corps, preignent exemple à nous, de eus ramener à franchise, Nous qui de nostre leauté, et apprœuvée discretion nous fions tout à plain: Vous commettons et mandons par la teneur de ces lettres, que vous alléz dans la Baillie de Senlis, et es ressorts d'icelle, et à tous les lieus, Villes et Communautez, et personnes singulieres qui ladite franchise vous requerront, traitez et accordez avecq eux de certaines compositions, par lesquelles soffisant recompensation nous soit faite des emolumens, qui desdites servitudes povient venir à nous et à nos successeurs, et à eus donnez de tant comme il peut toucher nous, et nos successeurs general et perpetuel franchises, en la maniere que dessus est dite, et selon ce que plus plainement le vous avons dit, declaré et commis de bouche. Et nous permettons en bonne foy, que nous pour nous et nos successeurs ratefierons, et apprœuverons, tendrons et ferons tenir et garder tout ce que vous ferez et accorderez sur les choses dessusdites, et les lettres que vous donnez sur nos traitiez, compositions et accords de franchise à Villes, Communautez, ou personnes singulieres, nous les agreons dès orsendroit, et leur en donrons les nostres sur ce, toute fois que nous en serons requis. Et donnons en mandement à tous nos Justiciers et subgiets, que en ces choses ils obeissent à vous et entendent diligemment. Donné à Paris le tiers jour de Juillet, l'an de grace mil trois cent quinze.

BSB Bayerische StaatsBibliothek
MDZ Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Brewer, Johann Paul,

Geschichte der französischen Gerichts-Verfassung vom Ursprung der Frä
nkischen Monarchie bis zu unseren Zeiten ; aus den Quellen und besten
Schriftstellern dargestellt
Bd.: 3

Düsseldorf (1837)

J.gall. 9 m-2/3
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10797117-9